Rapport d'activité 2019

TRAJECTOIRE RESSOURCES

centre de ressources
acteurs de la ville
Bourgogne - Franche-Comté

L'équipe de Trajectoire Ressources
Au 31 décembre 2019

Présidente du conseil d'administration :
Brigitte Hainz

Directeur :
Jean-Luc Michaud
Courriel : jean-luc.michaud@ressources-ville.org

Responsable financière et administrative :
Aurélie Jeangérard
Courriel : aurelie.jeangerard@ressources-ville.org

Chargée de communication :
Inès Baquet-Chatel
Courriel : ines.baquetchatel@ressources-ville.org

Cheffe de projet :
Sandrine Watel
Courriel : sandrine.watel@ressources-ville.org

Chargée de mission :
Coline Lenfant
Courriel : coline.lenfant@ressources-ville.org

Au 31 décembre 2019, l'équipe totalisait 5.50 Equivalents Temps Plein.

L'année 2019 a été signe de plusieurs changements :

- Fin de contrat au 1er mars 2019 de Maud Lalouelle, directrice-adjointe depuis le 1er mars 2016. Maud a engagé une carrière de chargée de mission au Conseil Départemental de Côte d'Or ;

- Recrutement d'une chargée de mission, pour une durée de 12 mois à compter du 1er avril 2019, Coline Lenfant, basée à la Maison Régionale de l'Innovation à Dijon, afin de renforcer les chantiers du cycle de qualification des conseils citoyens, de la lutte contre les discriminations, des Valeurs de la République et Laïcité, et de la réalisation du projet du « 5ème rapport consacré à la parole des habitants des quartiers populaires » ;

- Fin de contrat au 31 mai 2019 de Frédéric Treca, qui avait rejoint notre équipe afin de renforcer les chantiers de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville et de la jeunesse. Nous lui souhaitons ici une joyeuse retraite ;

- Fin du contrat d'apprentissage au 12 juillet 2019 de Priscillia Alves qui avait rejoint notre équipe pour la réalisation du projet du journal CETAVOU ;

- Accueil depuis le 26 août 2019, dans le cadre d'un service civique, de Mathilde Ayala au sein de l'équipe projet du journal CETAVOU.

Sommaire

Rapport moral - « Construire dans un cadre apaisé » p.4

Panorama 2019 - « Accompagnement, expérimentation, valorisation, adaptation, ... » p.6

Géographie d'intervention 2019 p.8

Perspectives 2020 p.10

Cohésion sociale, Développement urbain et cadre de vie, Santé p.11

Valeurs de la république et laïcité p.17

Jeunesse, Éducation p.25

Participation citoyenne p.31

Expérimentation et accompagnement p.39

Développement économique urbain p.42

Culture et patrimoine p.44

Réseau p.46

Rapport moral « Construire dans

L'année écoulée a été marquée par les démarches d'évaluation à mi-parcours des contrats de ville, leur révision, le lancement du programme « Cités éducatives », la mue du CGET (Commissariat Général à l'Égalité des Territoires) en Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires (ANCT) créée officiellement en début 2020.

Du national au local

Notre activité est conditionnée à ces événements, ces changements, cette évolution constante des politiques publiques et des programmes qui en découlent dans les territoires de la politique de la ville. Nous sommes sur ce grand écart permanent entre national et local, avec le souci de pouvoir être de bons interprètes de ces mouvements. Nous avons maintenu le cap en 2019 avec des orientations qui guident le programme d'actions que notre équipe met en œuvre au quotidien avec nos partenaires nationaux, régionaux et locaux :

- **La place des habitants, ou plutôt des citoyens, comme acteurs à part entière de ces politiques.** Nous avons en ce sens conduit une seconde enquête régionale afin de mieux mesurer le chemin parcouru entre le lancement des contrats de ville et des conseils citoyens fin 2014 et aujourd'hui ;

- **L'approche globale de la politique de la ville avec notamment cette dimension qui la caractérise, celle de la transversalité, de « l'inter-acteurs ».** Les nombreux temps d'accompagnement à l'évaluation des contrats de ville à mi-parcours illustrent bien cette démarche partagée entre acteurs ;

- **Le territoire comme boussole pour nos interventions.** Ses acteurs, professionnels, associatifs, citoyens, institutionnels, ses pratiques, son expérience, sont autant d'éléments de référence qui nous permettent d'ajuster au mieux nos programmes de qualification collective ;

- **Le réseau comme richesse.** 2019 aura été une année forte concernant les travaux engagés par le Réseau National des Centres de Ressources Politique de la Ville (RNCRPV). 2020 sera l'année de concrétisation d'un programme de travail collectif bâti entre l'ensemble des structures qui composent notre réseau. Cette dimension nationale de nos missions enrichit celles conduites au plan local et nous permet de nous qualifier mutuellement grâce aux multiples compétences et expériences des uns et des autres.

Et demain ?

Notre conseil d'administration et notre équipe se sont réunis durant l'été 2019 à l'occasion d'un séminaire pendant lequel nous avons posé nos forces, nos compétences, nos points de faiblesses, mais aussi et surtout questionné l'évolution de notre environnement social, institutionnel, politique. Comment prendre en compte ces changements majeurs, quelles coopérations nouvelles à imaginer ? Quelles approches privilégier pour mieux aborder les territoires ? Cette réflexion est ouverte et doit se poursuivre en 2020. Le déploiement de l'ANCT dans les territoires, les échéances municipales, la poursuite de la réforme de l'Etat, les problématiques nouvelles dans les quartiers doivent nous inviter à plus d'approches en système d'acteurs.

un cadre apaisé »

Proposer et agir

Depuis le début de l'année 2020, nous avons engagé avec d'autres sites en France, l'élaboration du 5ème rapport « Paroles des habitants des quartiers populaires » conduit depuis 2011 en partenariat avec la Fédération des Centres Sociaux et socioculturels de France (FCSF). Ce ne sont pas moins de 36 sites dans toute la France métropolitaine et ultra marine qui participent à cette 5ème édition. Cet autre espace dédié à la participation des citoyens permet d'entendre, comprendre et d'amplifier nationalement ce que nous disent les habitants des quartiers. Le précédent rapport posait la question du devenir de ces territoires et de leurs habitants : « *Il y a eu une cassure quelque part... Et maintenant on fait quoi ?* ».

Illustration de Cled'12 réalisée lors de la présentation de 4ème rapport biennal à Paris

Gageons que le prochain rapport qui se construira tout au long de l'année 2020 et qui sera présenté en janvier 2021 aura un ton résolument tourné vers la volonté de proposer et d'agir. Les différents rendez-vous régionaux organisés durant l'année écoulée ont montré tout l'intérêt et le regain d'appétence que les citoyens, mais au-delà l'ensemble des acteurs impliqués au quotidien, ont marqué pour venir partager, questionner, construire, rencontrer les différents représentants institutionnels en charge de la mise en œuvre de la politique de la ville. Cette forte mobilisation nous encourage à poursuivre cette dynamique co-animée avec nos partenaires régionaux. Elle passe une fois de plus par une pédagogie dans la proximité, afin que chaque acteur impliqué, qu'il soit citoyen, professionnel, élu, institutionnel, puisse échanger et construire dans un cadre apaisé.

Nous le réaffirmons : la politique de la ville n'est pas un objectif en soi mais constitue un formidable levier pour agir en commun, et non les uns à côté des autres, au service de celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Brigitte Hainz, Présidente de Trajectoire Ressources

Aujourd'hui et demain... distance et proximité*

Notre assemblée générale annuelle a du comme pour beaucoup d'organisations être reprogrammée en raison de la crise sanitaire. Aussi, nous ne pouvions pas publier ce rapport sans revenir sur cette période sans précédent. Durant un peu plus de deux mois, notre équipe a maintenu, en l'adaptant, son activité de centre de ressources politique de la ville. De nouvelles modalités de travail et d'intervention ont été expérimentées et déployées aux différentes échelles territoriales : du national au local. Le travail collaboratif (intra et extra) s'est maintenu voir amplifié durant cette période pour concevoir des projets et des modalités d'intervention innovantes au sortir de cette crise. A présent, des enseignements seront à extraire entre tous les acteurs de la cohésion sociale et urbaine pour imaginer et agir encore mieux face à une situation qui l'exige et pour accompagner au mieux les citoyens des quartiers populaires qui seront une fois encore, celles et ceux qui seront les plus impactés par les effets de cette crise sanitaire.

**ajout mai 2020*

Panorama

Accompagnement, expérimentation,

Chaque année, notre rapport annuel d'activité se donne pour objectif de revenir sur l'essentiel des actions conduites et des projets engagés dans les territoires de la région Bourgogne Franche-Comté et au niveau national. Il est important de rappeler que ce programme est co-construit avec nos principaux partenaires publics : l'État et ses représentants régionaux et départementaux, le Conseil régional, plusieurs EPCI et en premier lieu Pays de Montbéliard Agglomération et le Grand Besançon, quelques communes, la Banque des Territoires. Ce programme s'appuie également sur les grandes orientations nationales de la politique de la ville.

- Une part majeure de notre programme est consacrée à la place des citoyens dans la politique de la ville. A ce titre de nombreuses actions conduites en 2019 sont liées à cette priorité : cycle de qualification des animateurs d'espaces participatifs, cycles destinés aux habitants (conseils citoyens notamment), organisations de rencontres régionales, interventions en formations sur ce thème, participation à plusieurs instances nationales consacrées à la participation et aux conseils citoyens à l'exemple de notre implication au sein du comité national de suivi des conseils citoyens ;

- Poursuite de nos travaux dans et au service du plan Valeurs de la République et Laïcité : interventions dans les formations, poursuite des animations de proximité avec en particulier des publics jeunes lycéens, collégiens ou dans le cadre de formations d'animateurs, animation du journal CETAVOU, conférences à l'exemple de la « Laïcité dans le monde » lors de la Fête de la Laïcité ;

- Déploiement des enseignements de la formation-action « Évaluation à mi-parcours des contrats de ville » initiée fin 2018 dans l'Yonne, puis dans le Pays de Montbéliard et Besançon, complétée par des temps de travail inter-acteurs consacrés à l'élaboration des protocoles d'engagements réciproques et renforcés ;

- Plusieurs temps de valorisation et de projection débat du film documentaire « Sencibilités » réalisé en 2018 dans le cadre des 40 ans de la politique de la ville : à Lure, Nantes, Lyon, Besançon, Dijon...

Présentation du 4ème rapport « Paroles des habitants des quartiers populaires » à Bavans

- La poursuite de partenariat autour des questions de jeunesse avec le département Carrières Sociales de l'IUT Belfort-Montbéliard autour cette fois du numérique et de ses impacts ou encore avec IDEIS sur les questions liées à l'emploi ;

- La suite avec le 5ème rapport « Paroles des habitants des quartiers populaires » du partenariat avec les centres sociaux de la région et la FCSF ;

- Des interventions qui se développent dans le cadre de liens avec la DREAL et d'autres acteurs autour de la place des quartiers politique de la ville dans le contexte de la transition écologique ;

- Des partenariats avec et auprès d'acteurs de la formation au développement social, au travail social, à l'animation socioculturelle : Trajectoire Formation, l'IREPS, les FRANCAS, l'IRTS de Franche-Comté, l'IRTESS, les acteurs de l'environnement et du développement durable ;

2019
valorisation, adaptation...

- Une participation active et constante au sein du réseau national des centres de ressources politique de la ville et de l'association Question de Ville.

Des méthodes, des formats, des territoires, des acteurs

Nos missions nécessitent d'être mises en œuvre en s'appuyant sur des méthodes que nous devons revoir régulièrement : les publics, les contextes territoriaux, les politiques publiques à l'œuvre constituant systématiquement nos points de repères pour imaginer des modalités d'interventions qui soient adaptées. A titre d'exemple, nous avons revu totalement le cycle de qualification destiné aux membres de conseils citoyens suite aux enseignements extraits de l'enquête régionale conduite au printemps 2019. Les situations ne sont plus les mêmes que celles des premières périodes.

Une séance du nouveau cycle de qualification participation citoyenne

Du régional à l'infra-régional : là aussi, il est nécessaire d'adapter l'assiette géographique de nos interventions aux réalités physiques de notre territoire. Ainsi, différents formats sont choisis pour la conduite de nos rencontres : grande région, demi-région, départemental, intercommunal et quelquefois communal (très généralement dans le cadre d'expérimentations, comme ce sera le cas pour le projet « Fabrique citoyenne » (quartier de veille active de Bavans) que nous menons, en partenariat, avec la DRAC Bourgogne Franche-Comté). Ces choix sont souvent déterminés par les distances et la mobilité des participants.

Enfin, nos actions s'inscrivent de manière intangible dans le respect du principe de laïcité et au service d'une citoyenneté active : **ne pas dire « ce qui doit être fait » mais « faire avec » !**

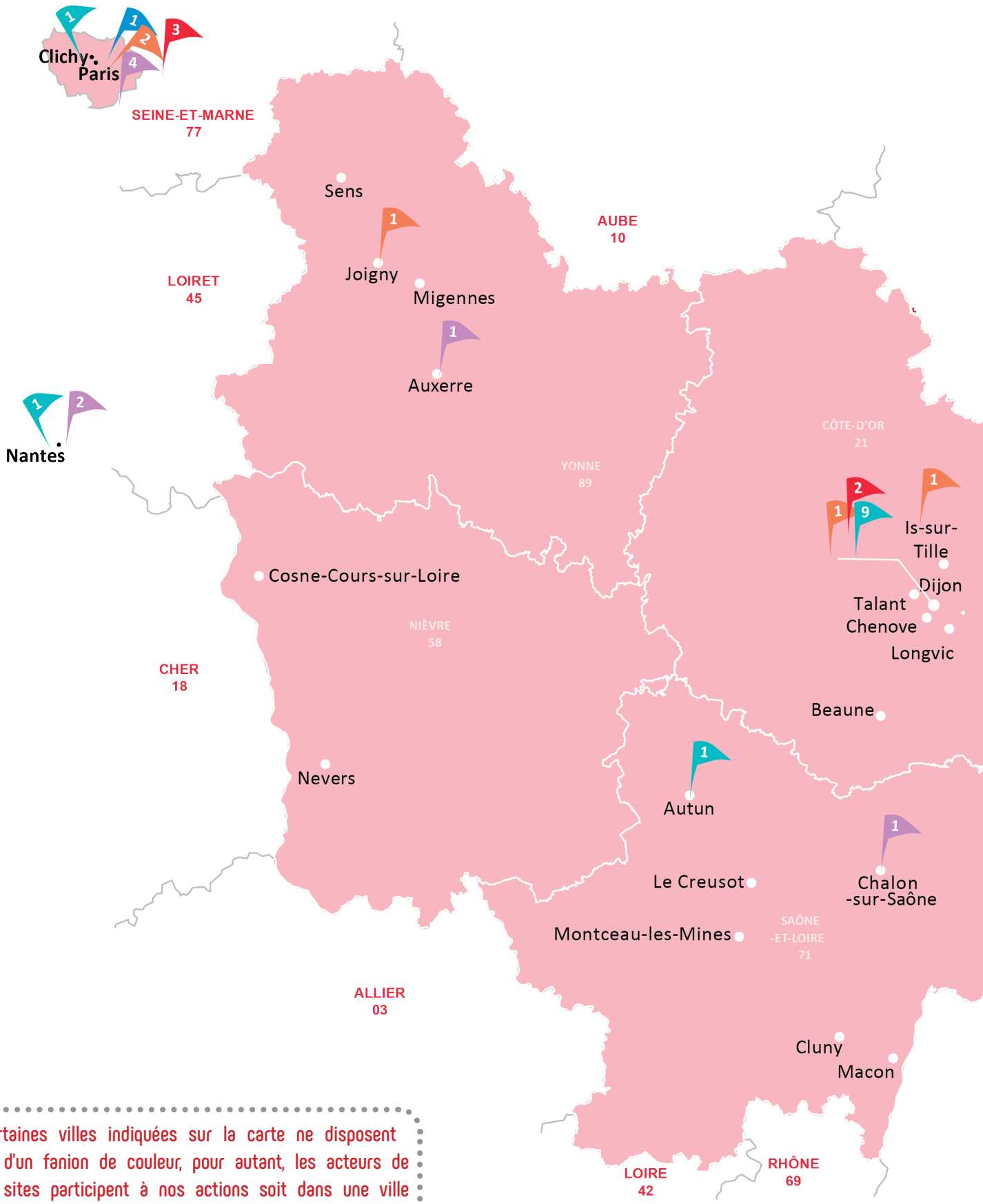
Mars-avril-mai 2020 : Adapter, expérimenter et développer*

Cette période où nous avons été contraints de poursuivre notre activité à distance, nous aura permis d'expérimenter de nouvelles méthodes, pour maintenir le lien et collecter des situations auprès des habitants des quartiers de la région, afin d'approfondir des thématiques et problématiques, pour nos interventions à venir. Nous avons ainsi :

- Initié un cycle d'échanges inter acteurs baptisé Oxygène, en visio à l'échelle régionale ;
- Créé et diffusé dès le début du confinement une lettre numérique spéciale hebdomadaire intitulée « Zoom info » ;
- Organisé des temps hebdomadaires en équipe, pour travailler des sujets de manières approfondie tel que celui de la continuité éducative ;
- Développé les temps de travail hebdomadaires du RNCRPV, participé à la visio hebdomadaire proposée par l'ANCT, initié des groupes de travail thématiques pour alimenter le plan de relance ;
- Maintenu des contacts en direct, par téléphone ou en visio avec les acteurs, les habitants, et nos partenaires.

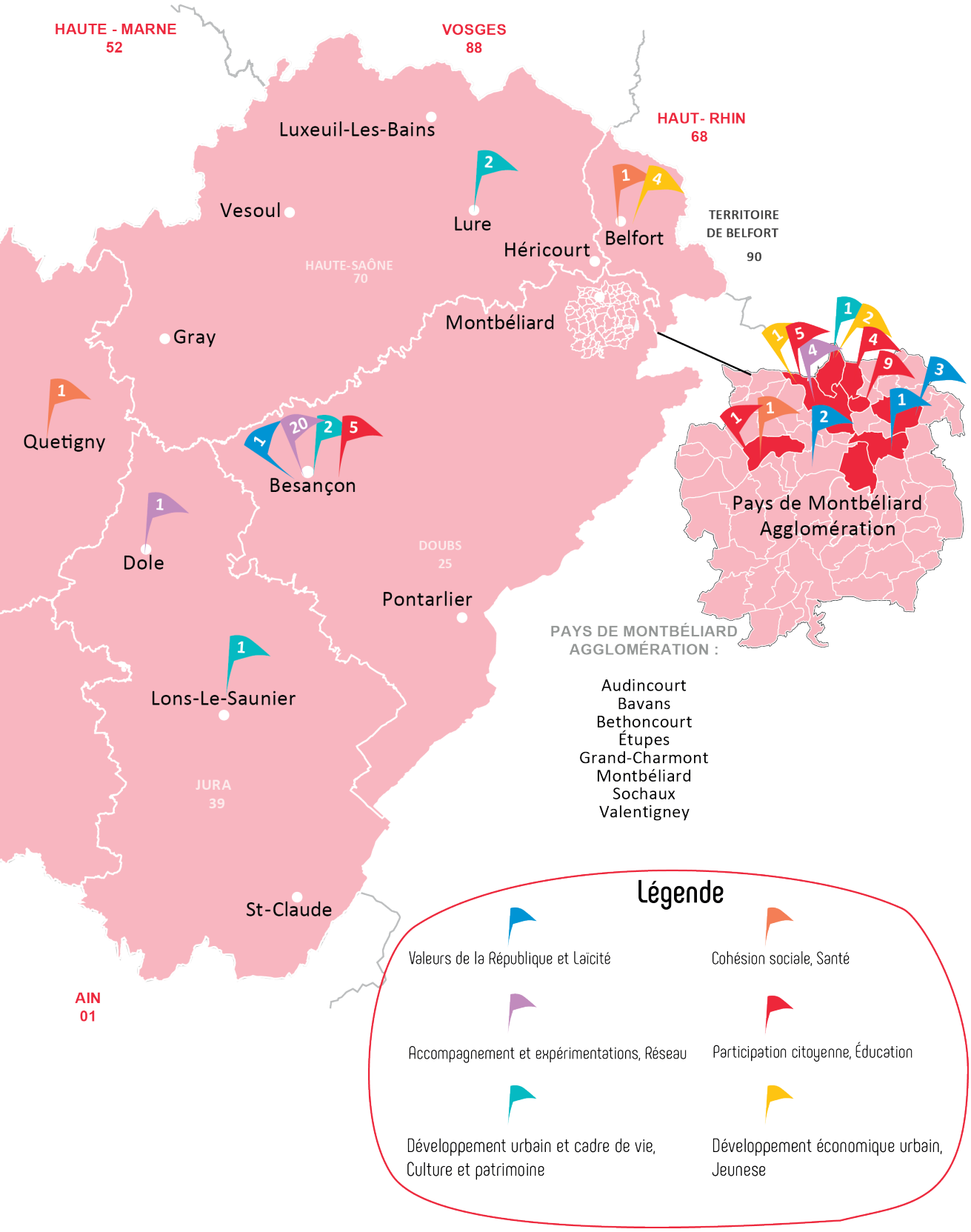
Un « **mini-rapport d'activité** » reprend l'ensemble de nos travaux durant cette période. Il est consultable sur notre site internet

*ajout mai 2020



Certaines villes indiquées sur la carte ne disposent pas d'un fanion de couleur, pour autant, les acteurs de ces sites participent à nos actions soit dans une ville voisine, soit à l'échelle départementale ou régionale.

Géographie d'intervention 2019



Perspectives 2020
Adapter, développer, poursuivre...

A l'heure où nous écrivons, l'année 2020 est déjà bien engagée. Cette année est marquée par des cadres et des interlocuteurs nouveaux : Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires qui succède au CGET, poursuite de la réforme territoriale de l'État, élections municipales... autant de changement qui doivent être pris en compte dans notre activité.

Un atelier lors d'une rencontre régionale

Notre programme de travail

Notre programme de travail 2020 prendra en compte ces évolutions tout en conservant les grandes orientations définies avec nos partenaires État, région, EPCI et au sein de notre association. La deuxième partie du contrat de ville qui s'engage après les évaluations mi-parcours et la révision des contrats de ville nécessite un accompagnement constant sur des entrées thématiques inchangées :

- Remobilisation, qualification des conseils citoyens, poursuite de l'animation de cycles de qualification au plan régional, départemental et intercommunal avec une attention toute particulière sur la fonction animation à préciser et qualifier. En corollaire, nous serons investis sur le 5ème rapport « Paroles des habitants des quartiers populaires » avec deux sites impliqués en région ;
- Poursuite de nos actions et projets dans le cadre du plan Valeurs de la République et Laïcité avec notamment un déploiement plus important de notre pédagogie de la laïcité en direction des publics scolaires, des associations et des acteurs en lien avec des publics. Le travail conduit sur « La pratique du sport à l'épreuve de la laïcité » sera valorisé ;
- Le volet éducation et notamment les Cités éducatives de la région, où nous mobiliserons également, à différents niveaux : l'accompagnement à l'évaluation, celui de l'animation régionale à imaginer entre cités éducatives et notre contribution au plan national en lien avec l'ANCT ;
- La poursuite d'expérimentations avec notamment la Fabrique citoyenne, imaginée avec le concours de la DRAC ;
- Nos temps de qualification auront à s'ouvrir plus spécifiquement en direction des nouvelles équipes municipales à travers des temps de sensibilisation et de qualification collective sur la politique de la ville à destination des nouveaux élus, la place des habitants, les dispositifs, les acteurs à l'œuvre ;
- De manière plus globale, nous aurons également à consolider et à imaginer de nouveaux partenariats régionaux pour mieux appréhender l'ensemble des sujets et des problématiques des quartiers populaires autour des questions de développement économique et d'emploi, de jeunesse et également sur des sujets nouveaux dans la politique de la ville comme celui de la transition écologique amorcé en 2018 - 2019 et que nous devrons développer sur cette deuxième partie du contrat de ville.

Voir page 7 : éléments complémentaires d'activité initiés entre mars et mai 2020.

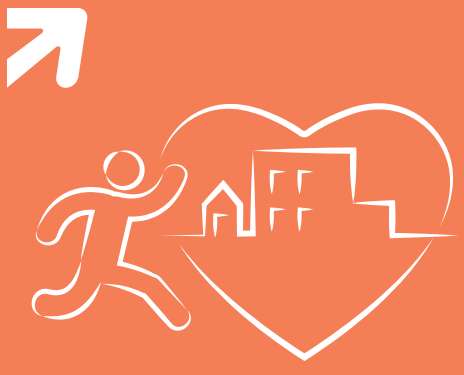
Cohésion sociale

La cohésion sociale est l'un des piliers forts des contrats de ville. Nous alimentons la réflexion sur cette thématique transversale et multi-facettes en participant notamment au projet du 5ème rapport « Paroles d'habitant-es des quartiers populaires ».

Développement urbain et cadre de vie

Ce volet fait référence, entre autres, à l'amélioration des conditions de vie des habitants dans les quartiers et du vivre ensemble : impliquer les habitants et les associer comme des véritables partenaires des projets urbains est donc au cœur des enjeux à mettre en œuvre dans les démarches globales de renouvellement urbain.

Santé



Le volet santé vise à répondre à plusieurs objectifs comme promouvoir l'éducation et la prévention à la santé et permettre l'échange inter-acteurs. Notre implication se traduit à travers le partenariat et la co-animation de rencontres thématiques.

Paroles d'habitants et d'habitantes

Présentation du 4ème rapport : un projet national, une déclinaison régionale

Publié fin 2018, le quatrième rapport sur l'état des quartiers, construit à partir de la parole collectée auprès d'habitant(e)s de treize quartiers populaires du territoire métropolitain, a été présenté à l'occasion de divers temps nationaux ou régionaux :

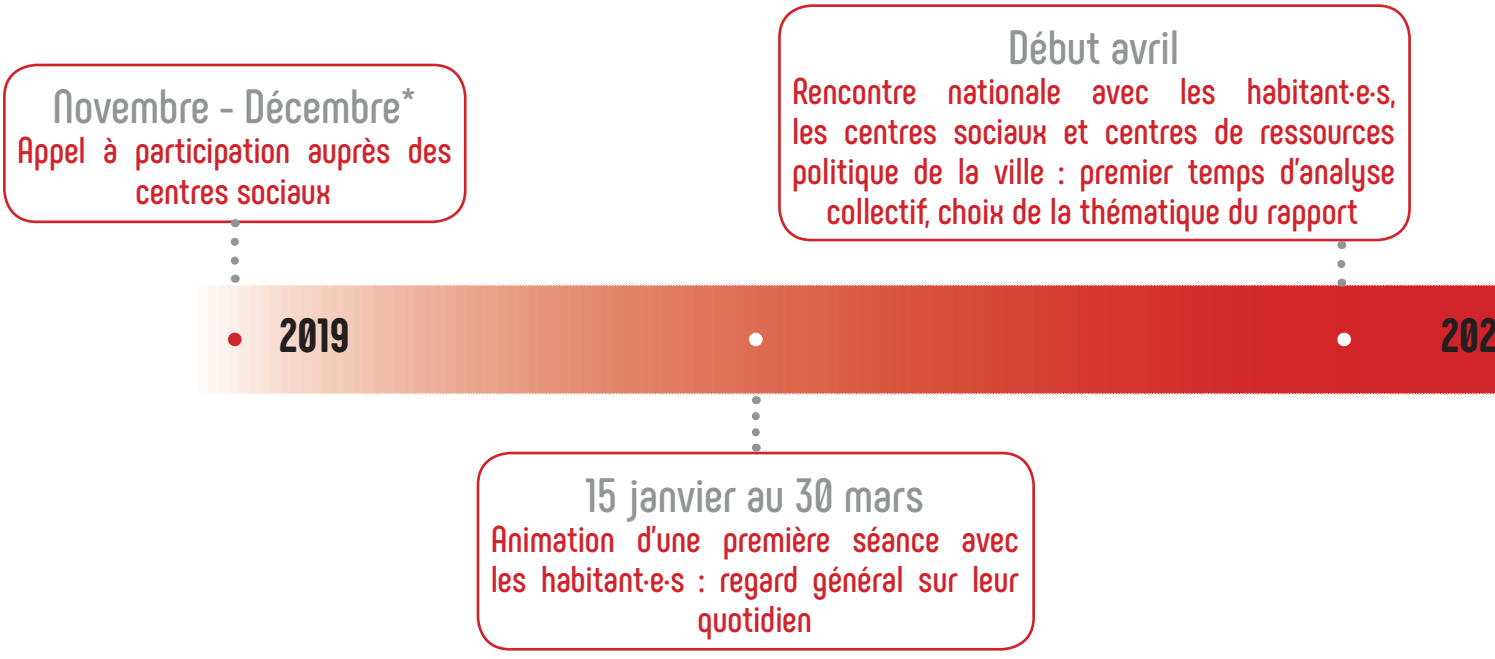
- Le 12 janvier 2019 à Paris, en présence de nombreux habitants et de Julien Denormandie, Ministre chargé de la Ville et du Logement ;
- En Bourgogne Franche-Comté, le 14 février 2019 à Longvic (21) et le 22 mars 2019 à Bavans (25), à toutes les personnes ayant participé à la démarche, ainsi qu'aux différents acteurs et partenaires de la politique de la ville.

Bien que relevant de contextes parfois très différents, les témoignages mettent en lumière des problématiques partagées et des leviers d'action qui permettraient à ces habitants d'avoir une vie meilleure.

Des impacts locaux sur la dynamique citoyenne

Les animations conduites à Bavans pour capter la parole des habitants, venues alimenter le rapport, ont permis d'enclencher une nouvelle dynamique sur le quartier de Champerriet : la démarche a permis de cimenter le lien entre les habitants qui ont participé aux ateliers du rapport biennal et ont formé un collectif, « Réveillez Champerriet », aujourd'hui constitué en association, avec l'aide du centre social « Maison pour tous ».

Soudés et unis, ils sont très attachés à leur quartier et à son devenir, s'impliquent pour son développement et sont volontaires pour « faire bouger les lignes », en lien avec les institutions. Car, malgré tout, l'espoir est encore là et l'attachement au quartier profond : refusant la résignation, ils veulent encore croire qu'il existe des leviers pour que changent leurs conditions de vie et leur place dans la société. Ils sont les premiers à avoir des idées



*Ces dates ont été définies avant la crise sanitaire liée au Covid-19.

et soulèvent le rôle primordial que pourraient jouer les politiques publiques, en lien avec les habitants.

« Nous avons besoin d'être entendus et que nos attentes soient prises en compte par les pouvoirs publics… Que l'on ne nous donne pas l'illusion que des choses seront faites »

Perspectives 2020

Pour le prochain rapport, qui sera présenté en janvier 2021, c'est près de 40 quartiers qui s'impliquent dans cette démarche en 2020.
Et cette année encore, Trajectoire Ressources s'associera aux côtés de la Fédération Nationale des Centres Sociaux pour aller à la rencontre des habitants, grâce à la mobilisation deux centres sociaux dans le Doubs (Bethoncourt) et dans le Jura (Saint Claude).

On continue !

Comme nombre de projets, le rapport « Paroles d'habitant.e.s des quartiers populaires » est impacté par la pandémie., difficile dans ces conditions de maintenir ou organiser des séances collectives d'échanges et de recueil de la parole !
Pourtant, pour les habitant.e.s des quartiers populaires qui vivent déjà au quotidien des inégalités criantes avec le reste de la société, la crise sanitaire a contribué à accentuer la fracture sociale et territoriale. Dès lors, le rapport apparait comme un formidable outil pour faire entendre la parole des habitant.e.s.
C'est pourquoi les centres sociaux, fédérations et les centres de ressources politique de la ville engagés dans cette démarche ont souhaité la poursuivre. La démarche continue donc… et s'adapte avec plus de souplesse sur le calendrier pensé initialement et sur la nature des matériaux récoltés (photos, journaux de bord du confinement, entretiens collectifs en petits groupes).

A suivre, donc !
Communiqué mai 2020

Juin à novembre
Analyse, rédaction du rapport

2021

Avril - Mai
Animation des autres séances localement : approfondissement de la thématique retenue, pistes d'actions locales

Janvier 2021
Parution du rapport avec un évènement national

Rencontre régionale citoyenne
« Développement durable et politique de la ville »

Rencontre citoyenne le 10 octobre 2019 à Joigny

Le Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté, en partenariat avec Trajectoire Ressources, a organisé une troisième rencontre citoyenne régionale à Joigny (89) le 10 octobre 2019. Pour rappel, la première s'était tenue le 19 octobre 2017 à Chenôve (21) et la deuxième le 18 octobre 2018 à Lure (70).

Une journée sous le signe du développement durable

Cette rencontre régionale a rassemblé 110 personnes dont une quarantaine issue des conseils citoyens d'Héricourt, Joigny, Sens, Luxeuil-les-Bains, Dole, Lure, Besançon, Talant, Sochaux, Auxerre et Grand-Charmont. Le thème de cette année était le **développement durable** et de nombreuses initiatives citoyennes étaient présentées **par des conseils citoyens et des associations citoyennes de l'Yonne.** Les élus locaux, les chefs de projets et le Conseil régional étaient présents pour introduire la journée et présenter les huit ateliers animés par des professionnels, bénévoles et conseillers citoyens. Les ateliers tournants permettaient de mettre en valeur des actions locales en faveur du développement durable et de démontrer l'importance et l'impact de la mobilisation citoyenne sur ces sujets.

La journée s'est terminée par une **présentation et un débat animés par Laure Noualhat co-réalisatrice du documentaire « Après Demain » et journaliste.** Cette journée a permis aux participants de découvrir les actions citoyennes menées en faveur du développement durable et de repartir avec des ressources et contacts pour mettre en place ce type d'initiatives dans leurs territoires.

pour aller plus loin

Retour en image de cette journée : https://www.bourgognefranchecomte.fr/quartiers-prioritaires-la-vie-en-vert

Perspectives 2020

Dans le cadre de notre partenariat avec la Région, Trajectoire Ressources contribuera à l'organisation et à l'animation d'une nouvelle rencontre en 2020. Lors de la rencontre de Joigny, l'avis de tous les participants a été demandé concernant leur souhait de thématique pour la prochaine rencontre. Ainsi le sujet qui l'a emporté est celui de l'emploi et de la création d'activité.
Rendez-vous en 2020 à Sochaux pour découvrir les initiatives, structures et innovations autour de l'accès à l'emploi et de la création d'activité économique en Bourgogne Franche-Comté.

Rencontre citoyenne le 10 octobre 2019 à Joigny

FIP-FAP

Un dispositif régional souple et réactif

Le Fonds d'Intervention de Proximité (FIP) et le Fonds d'Aide aux projets (FAP) sont destinés à favoriser l'émergence de projets innovants améliorant le vivre ensemble dans les quartiers prioritaires.

Fresque murale - Quartier des Grésilles - Dijon

Notre rôle en 2019

Notre positionnement de tiers-neutre au sein du comité d'engagement nous invite à apporter des précisions et questionnements sur les projets présentés. Trajectoire Ressources participe ainsi aux comités d'engagement en apportant un éclairage sur le contexte territorial : acteurs, problématiques sociales et urbaines, besoins des populations, etc.
Dans le cadre de notre convention pluriannuelle d'objectifs signée avec le Conseil régional en 2017, nous avons proposé de réaliser des fiches de capitalisation sur les projets retenus.
Exemple : un projet portant sur le vivre ensemble à Autun dans le quartier de Saint-Pantaléon et un projet réunissant des artistes et des jeunes autour de la réalisation d'une fresque murale dans le quartier des Grésilles à Dijon.

Projet Divers City - Quartier St Pantaléon - Autun

Bilan 2019

Six comités d'engagement ont été organisés dont un délocalisé à Lons-Le-Saunier et 125 dossiers ont été déposés (30 FIP et 95 FAP) dont 88 retenus et financés.

Le Fonds d'Aide aux Projets (FAP)

Destiné aux associations, il finance des actions qui favorisent le lien social et la qualité de vie des habitants. Jusqu'à 5 000€ d'aide par action dans la limite de 80% du montant global.

Le Fonds d'Intervention de Proximité (FIP)

Destiné aux collectivités et aux bailleurs, il soutient les investissements pour des petits équipements améliorant la qualité des espaces publics. Jusqu'à 15 000€ d'aide par projet dans la limite de 50% du montant total.

Organisation : un comité d'engagement composé des techniciens de la Région, des élus du Conseil régional, de représentants des bailleurs sociaux et de Trajectoire Ressources depuis 2016.

Démocratie en santé

Débats citoyens sur des problématiques de santé

L'origine de la démarche

La démarche « Démocratie en santé » associe les acteurs du système de santé (professionnels, élus) et les usagers à l'élaboration, l'animation et l'évaluation des politiques de santé en Région Bourgogne Franche-Comté. Cette démarche a pour but d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité du système de santé en mettant au premier plan les bénéficiaires des actions de santé, à savoir les usagers, en permettant aux décideurs de prendre en compte leurs avis, besoins et questionnements.
Les actions du projet « Démocratie en santé » se traduisent par des débats, conférences, ateliers qui permettent une participation directe des citoyens.

L'Agence Régionale de Santé (ARS) a retenu fin 2017 la candidature de l'Instance Régionale d'Éducation et de Promotion de la Santé (IREPS) pour assurer l'organisation et l'animation de ces débats publics dans les différents départements de la région, en lien avec les instances de démocratie en santé (CRSA, Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie - CTS, Conseils Territoriaux de Santé). A ce titre, **Trajectoire Ressources s'est associée à l'IREPS pour aider à co-construire, préparer et co-animer une partie des débats.**

Les actions menées en 2019

- **Dans le territoire de Belfort,** le débat, animé le 10 janvier à la Maison du Peuple portait sur l'aide aux aidants : **« Comment soutenir les proches aidants du Nord Franche-Comté ? ».** Ce sujet prioritaire du Schéma Régional de Santé (SRS) a permis de recueillir témoignages et propositions d'une centaine de participants (professionnels, bénévoles, aidants et élus), répartis dans 5 ateliers portant sur les principales difficultés rencontrées : accès à l'information, formation des aidants, parcours administratifs, manque de répit, lien avec les professionnels.

Démocratie en santé le 10 janvier 2019 à Belfort

- **En Côte d'Or,** un débat a été animé à Is-Sur-Tille le 1er octobre dont le thème était **« Bien manger et prendre soin de soi ».** En amont de ce débat ont eu lieu différents temps préparatoires entre l'IREPS, les acteurs locaux et Trajectoire Ressources. Des enfants ont aussi été sensibilisés à l'équilibre alimentaire et à l'importance de manger local et de saison via un travail avec les écoles du secteur. Les ateliers réalisés avec les enfants ont donné lieu à une restitution nutritionnelle, Vanessa COTTET, était également présente afin d'apporter des éclairages et des conseils sur cette thématique.

Valeurs de la République et Laïcité

Nous nous impliquons dans cette thématique depuis 2016 à différentes échelles : co-animation avec la DRDJSCS du plan « Valeurs de la République et Laïcité », animation de temps de sensibilisation ou encore participation à la réalisation opérationnelle d'un journal d'expression et de débat.

Valeurs de la République et Laïcité

Sensibilisation des conseils citoyens aux valeurs de la République et Laïcité

La laïcité est une thématique qui touche au quotidien des habitants et acteurs locaux, mais souvent jugée complexe et floue, notamment par le fait qu'un certain nombre d'informations contradictoires est relayé dans les médias, au gré de l'actualité. Il nous semblait donc important de pouvoir intégrer, dans nos cycles de qualification en direction des habitants et membres des conseils citoyens, une sensibilisation aux Valeurs de la République et à la Laïcité (VRL).

En prolongement du plan VRL

Pour ce faire, nous nous sommes appuyés sur le kit de formation Valeurs de la République et Laïcité proposé dans le cadre du plan national lancé par l'État en 2016.

En effet, initialement prévu sur deux jours consécutifs, ce plan de formation a été complété courant 2018 d'un format plus court d'une journée, permettant de sensibiliser à ce qu'est et ce que n'est pas la laïcité, mais aussi de mieux comprendre comment s'applique ce principe suivant les situations. Complémentaire aux formations sur deux jours en direction des professionnels, cette journée de sensibilisation s'adresse plus particulièrement aux publics non professionnels, tels que les bénévoles associatifs, les conseillers citoyens, les jeunes en service civique...

Une sensibilisation intégrée à nos cycles de qualification

Dans le cadre du cycle de qualification 2018-2019, nous avons animé une journée de sensibilisation à Besançon en binôme avec Jean-Louis Davot (Secrétaire Général de la Ligue de l'Enseignement de Haute-Saône). Cette journée a réuni plusieurs participants parmi lesquels des membres de conseils citoyens, agent de collectivité territoriale, médiateur en contrat adulte-relais régionaux et salarié associatif.

A travers différents outils d'animation (photo langage, frise, parcours multi-épisodique, film...), elle a permis :

- D'aborder les représentations et la terminologie liées à la laïcité ;
- Mieux comprendre sa construction historique au fil du temps ;
- Appréhender le principe de laïcité à travers quelques cas pratiques.

Il s'agissait notamment de comprendre qu'une situation ne doit pas être appréhendée uniquement sous l'angle de la religion, mais plus dans son entièreté (= angle culturel, juridique, social...) : ce qui est valable ici peut ne pas l'être ailleurs, et ce pour diverses raisons.

Journée de sensibilisation aux Valeurs de la République et laïcité à Besançon

Perspectives 2020

A travers les différents temps de qualification proposés, Trajectoire Ressources continue en 2020 de promouvoir cette sensibilisation sur les valeurs de la République et la laïcité.

Acquisition d'une exposition d'envergure **« Le livre géant de la laïcité »** (22 panneaux Roll up et 1000 livrets), elle sera un auxiliaire pédagogique précieux pour nos interventions auprès des publics et mise à disposition gratuitement auprès des acteurs régionaux.

Sport, diversité et vivre ensemble

Du 21 au 26 octobre 2019, dans le cadre de la présentation de l'exposition « Sport et diversité en France de 1896 à 2016 », conçue par le Groupe de recherche Achac et accueillie par l'association AECI, nous avons réuni un groupe d'intervenants et animé une rencontre débat sur le thème suivant : « Le sport est-il toujours un vecteur du bien vivre ensemble ? » A cette occasion près d'une centaine de participants : élus, responsables associations de clubs de quartiers, jeunes étaient mobilisés.

Le sport un vecteur de vivre ensemble ?

Cette conférence débat autour du sport vecteur d'un « bien vivre ensemble » s'inscrit dans le prolongement des travaux que nous avons conduits (publiés fin 2019) dans le cadre d'un groupe d'acteurs d'horizons divers (agent de l'État, collectivités, associations, étudiants...) en lien avec l'Observatoire national de la Laïcité et le plan Valeurs de la République et Laïcité en Bourgogne Franche-Comté. Pour cette conférence, nous avions convié Benjamin Coignet, sociologue du sport, Guillaume Jehannin, enseignant à l'Université, Aziz Bourras, entraineur professionnel de l'équipe d'Algérie et ancien animateur en prévention au sein du quartier prioritaire de la Petite-Hollande à Montbéliard et Alexandre Gauthier, adjoint aux affaires sportives et à l'éducation pour la ville de Montbéliard. Après les apports et éclairages par chacun des intervenants, de nombreuses questions et échanges quelquefois passionnés ont alimenté cette rencontre :

- Le sport et ses valeurs de bien vivre ensemble est-il toujours une réalité ou un mythe, dès lorsque l'on constate de plus en plus de tensions entre groupes sociaux ou culturels différents dans des épreuves sportives à l'image des situations de plus en plus complexes que gèrent des clubs sportifs...

- On parle de sport et diversité mais qu'en est-il de la mixité dans les pratiques sportives ? Réelles, inexistantes, nécessité, artifice ?

Aujourd'hui, dans le contexte des plans de lutte contre la radicalisation, les clubs sportifs et autres espaces de pratique sportive, sont souvent pointés comme étant des lieux à « risques » : là aussi, il convient d'objectiver les situations tout en ne versant pas dans l'angélisme. Il est également important de réaffirmer la nécessité de la formation des encadrants et de leur soutien, car dans certains quartiers, ils sont souvent seuls pour assurer l'accueil de jeunes.

Sport, diversité et vivre ensemble

La pratique sportive à l'épreuve de la laïcité

Nous avons souhaité publier cet ouvrage à l'issue de la démarche de réflexion que nous avons animée entre une vingtaine d'acteurs , au plan régional et au plan national (CGET, Observatoire national de la Laicité), entre 2017 et 2018, dans le contexte du plan Valeurs de la République auquel nous contribuons aux côtés de la DRDJSCS de Bourgogne Franche-Comté. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement de la formation-action conduite en 2015 « Laïcité et égalité : pour une posture professionnelle non discriminatoire ».

Cette publication regroupe les travaux conduits par le groupe ressource régional composé de différents acteurs issus des collectivités, de services de l'État et du champ éducatif et associatif

Pour Trajectoire Ressources, il nous semblait nécessaire de regarder de plus près le lien entre le sport et la laïcité à partir de 3 questions :

- En quoi le sport est-il un terreau d'apprentissage de la tolérance et du compromis contribuant à la vie collective ?
- Quelle place et sous quelles formes occupe l'expression religieuse dans l'espace sportif ?
- En quoi le fait religieux réinterroge l'universalisme du sport ?

En termes de démarche et de méthode réflexive, l'idée est de « faire ressource » en n'allant pas à des réponses qui ne soient que théoriques, hors-sol, déconnectées, mais bien de s'attacher aux pratiques et réalités de terrain notamment dans le contexte des quartiers populaires. Cette méthode repose sur nos modes d'agir : partage d'expériences éclairées par la contribution des chercheurs et des acteurs institutionnels.

Cet ouvrage retrace le travail et les échanges qui ont eu lieu dans ce groupe de travail régional, capitalisation des contributions des uns et des autres autour d'études de cas. Cet ouvrage reprend également des conclusions de la conférence régionale que nous avions organisée dans ce cadre, en mars 2018, à l'UFR STAPS à Besançon en lien avec la licence médiation sociale par le sport.

A partir de 2020, nous organiserons des séances de présentation/ débat/mise en prolongement de cet ouvrage avec l'un de ses contributeurs majeur : Benjamin Coignet, sociologue du sport.

pour aller plus loin

« La pratique sportive à l'épreuve de la laïcité ? »
72 pages
ISBN : 979-10-90774-16-2
Décembre 2019
Disponible sur simple demande : contact@ressources-ville.org

Le journal CETAVOU

Journal de débats et d'expression des habitants du Pays de Montbéliard

Lancé depuis 2017, CETAVOU est un journal citoyen qui permet d'ouvrir les débats. Il est né suite aux attentats qui ont touché la France en 2015, sous l'impulsion du délégué du Préfet du Doubs et d'élus de Pays de Montbéliard Agglomération. L'idée de départ était de favoriser l'expression et le débat autour des Valeurs de la République et la Laïcité. Un projet qui s'inscrivait par ailleurs dans la continuité du plan « Valeurs de la République et Laïcité » mis en place par le Gouvernement début 2016.

Une démarche multi-acteurs

Le journal se veut participatif : il est porté par la FRMJC et sa ligne éditoriale est définie par un comité de rédaction multi-acteurs qui suit le projet depuis son démarrage et apporte son soutien financier et opérationnel (État, PMA, CAF, École de police de Montbéliard, etc.)

Trajectoire Ressources est à la réalisation opérationnelle du journal CETAVOU, grâce à une équipe dédiée en interne, et avec l'aide précieuse des différents acteurs locaux et bénévoles (Laïcité Pays de Montbéliard, MJC, École de Police, Sous-préfecture, PMA..)

Une démarche dynamique

Depuis sa création, sept numéros ont été publiés. Durant cette année 2019, deux numéros sont parus ayant pour thèmes :

- **« Et si on parlait de solidarité »** : ce numéro s'est interrogé sur les thèmes de la solidarité et de la diversité sur le Pays de Montbéliard. Comment les acteurs du territoire travaillent-ils des questions telles que l'intégration et les échanges entre les différents publics (d'ici et d'ailleurs, jeunes ou moins jeunes). Comment cela se traduit-il en action ? CETAVOU a voulu valoriser les pratiques de solidarité et de diversité sur différentes actions à travers la culture, l'insertion, la prévention, le jeu... Pour ce numéro, nous sommes allés à la rencontre de différentes associations présentes sur notre territoire.

- **« La laïcité dans le monde »** : les dernières actualités amènent à se questionner encore et toujours sur la notion de laïcité. Le modèle appliqué dans notre pays est souvent perçu comme unique. Mais dans les autres pays du monde, la laïcité est-elle exercée de la même façon ? CETAVOU a voulu comprendre comment ce principe était vécu dans les autres régions du monde tout en reposant les bases de notre modèle. Est-ce que la laïcité dans notre pays est un principe universel ? Est-ce qu'il existe d'autres pays laïques ? Quelle est la place de la religion dans les autres territoires du monde ?

Pour consulter les CETAVOU rendez-vous sur la page CETAVOU de notre site.

CETAVOU : rencontres et animations

Animation à la Maison de l'Enfance et de la Jeunesse d'Etupes dans le cadre du journal CETAVOU

Aller à la rencontre

Pour réaliser ses numéros, CETAVOU va à la rencontre de différents publics : habitants, associations, bailleurs sociaux, etc. par le biais d'interventions variées. Le numéro sept nous a permis de mettre en place de nouvelles animations avec, par exemple, la Maison de l'Enfance et de la Jeunesse d'Etupes. Trois séances ont été animées dans la structure et un jeu a été construit pour l'occasion : le laïque quiz, directement inspiré du jeu Burger Quiz ; une façon ludique d'amener un sujet parfois complexe à aborder !

Animation à la Maison de l'Enfance et de la Jeunesse d'Etupes dans le cadre du journal CETAVOU

Page Facebook

Depuis octobre 2019, la page Facebook CETAVOU est de nouveau active. Une publication paraît chaque semaine. Nous vous invitons à suivre notre page CETAVOU pour suivre l'actualité du journal (animations, témoignages, projets, etc.)

24 publications depuis octobre 2019

Perspectives 2020

CETAVOU continue sur cette dynamique positive. Nous poursuivrons nos rencontres avec les habitants du Pays de Montbéliard autour d'animations, de témoignages et de partages afin de :

- Faire connaître davantage ce journal et le faire vivre sur l'ensemble de l'agglomération de Montbéliard ;
- Valoriser les initiatives citoyennes locales ;
- Échanger avec les acteurs locaux, les habitants, les élus, etc.
- Susciter l'échange et le débat autour de diverses thématiques.

Projet de sensibilisation aux Valeurs de la République et la Laïcité

Ce projet s'inscrit dans le cadre du journal CETAVOU. Au cours d'un comité de rédaction, le souhait de mener une action de sensibilisation continue auprès des jeunes du Pays de Montbéliard a été évoqué. Pour construire cette initiative, nous avons sollicité le collège Jean-Jacques Rousseau à Voujeaucourt.

Présentation du projet

Le journal CETAVOU a pris contact avec M. Kalyntschuk, professeur d'histoire-géographie au collège de Voujeaucourt. Nous avons défini avec le corps enseignant un programme d'interventions sur plusieurs mois avec une classe de troisième. De novembre 2019 à février 2020, nous débattrons et échangerons avec les élèves sur les valeurs de la république, la laïcité et autres sujets connexes.
Le projet conduit avec le collège de Voujeaucourt s'inscrit dans les objectifs du journal c'est-à-dire l'échange, le partage et le débat.

Déroulé des séances

Lors de la première rencontre avec l'équipe enseignante du collège, nous avons défini les objectifs du projet ainsi qu'un planning d'intervention. Six séances ont été prévues avec cette classe dont les deux dernières sont consacrées à la réalisation d'une production finale par les élèves sur ce qu'ils auront mis au travail.

Animation avec des collégiens sur les Valeurs de la République et laïcité

Durant ces temps, trois membres de l'équipe CETAVOU sont impliqués pour diriger, animer, enrichir et échanger avec les élèves autour des Valeurs de la République et la Laïcité, ainsi que d'autres sujets qui toucheront les élèves dans leur quotidien.

Pour débuter notre première séance, nous avons utilisé l'outil photolangage afin de faire connaissance avec les élèves et de découvrir les acquis de chacun sur le thème. A la suite de cela, il en est ressorti différentes thématiques : discrimination, droit, égalité, sécurité, neutralité des élus/des agents, sphère publique et sphère privée. Le but de cette séance a surtout été d'écouter et de prendre notes afin de pouvoir donner des apports complémentaires à la prochaine intervention.

Lors de la deuxième séance, nous avons choisi de réaliser un journal « Valeurs de la République et Laïcité», comportant de vrais et faux articles. A l'aide d'un tableau, les élèves devaient expliquer ce qu'ils avaient compris de l'article et leur ressenti vis-à-vis de l'article. Cela a permis de capter les émotions des élèves quant à ce sujet : colère, injustice et joie.

Perspectives 2020

Les quatre prochaines séances ont déjà été planifiées. En effet, pour les deux prochaines interventions, il sera demandé aux élèves de se placer en groupe de quatre pour réaliser un jeu de rôle sur des thématiques que nous aurons retenues, afin de le présenter à leurs camarades. Des éléments complémentaires seront apportés aux élèves tout au long des deux séances.
Enfin les deux dernières séances seront consacrées à l'élaboration d'une production. Le choix du support sera libre, chaque groupe choisira un support dans lequel il pourra s'exprimer librement.
L'ensemble des réalisations sera restitué lors d'une exposition au CDI du collège.

Fête de la laïcité 2019

Un temps festif pour parler de laïcité dans le monde

Depuis 2017, le Moloco (salle de musiques actuelles) accueille chaque année la Fête de la laïcité, organisée et animée par l'association Laïcité Pays de Montbéliard, en partenariat avec Trajectoire Ressources.
Cette année, en lien avec le CETAVOU n°7 (voir page 21), le thème a l'honneur était la laïcité dans le monde : comment est-elle vécue dans les autres pays ? Le modèle français tel que nous le connaissons est-il identique dans tous les pays laïques ou la laïcité est-elle une spécificité française ?

Une rencontre-débat avec Valentine Zuber...

A toutes ces questions, c'est **Valentine Zuber, historienne, directrice d'études à l'École Pratique des Hautes Études** et titulaire de la chaire « Religions et relations internationales », qui a apporté quelques éléments de réponses.
Elle nous explique que si la laïcité peut être un principe partagé, elle a des déclinaisons plurielles selon les pays. Et ce n'est pas parce que certains états ne revendiquent pas le terme de laïcité qu'ils ne sont pas respectueux de ce principe dans les faits.

Fête de la laïcité 2019 au Moloco à Audincourt

En réalité, si l'on regarde de plus près le fonctionnement des états à travers le monde, on se rend compte que la laïcité se mesure moins à son organisation socio-religieuse qu'au respect de plusieurs critères fondamentaux et constitutifs d'un État de droits :

- Tout d'abord, la liberté de conscience, de conviction et de religion garantie à toutes et tous ;
- L'égalité civile de tous les citoyens, quelle que soit leur conviction religieuse ;
- L'indépendance entre le politique et le religieux qui implique la neutralité et/ou l'impartialité religieuse de l'État d'une part et l'abstention des organisations religieuses dans ce qui relève du domaine propre de l'État d'autre part.

Ainsi, certains pays mentionnent la laïcité dans leur constitution (ex : République démocratique du Congo) sans pour autant appliquer une stricte séparation entre les églises et l'État (comme c'est le cas en France, au Mexique ou aux États-Unis par exemple). De plus, certains pays ont une religion d'État, mais sont toutefois respectueux des croyances de chacun (ex : Maroc).

... et un concert endiablé de Muthoni Drummer Queen

La soirée s'est poursuivie avec un concert, pour célébrer en musique les valeurs républicaines qui nous rassemblent, avec l'une des figures de la scène musicale africaine : la rappeuse kenyane Muthoni Drummer Queen.

Concert de Drummer Queen dans le cadre de la fête de la laïcité 2019

Jeunesse

La question de la jeunesse est un sujet central et transversal dans les programmes de la politique de la ville. Trajectoire Ressources s'est investie depuis plusieurs années sur ce sujet et a noué des partenariats avec diverses structures de l'insertion sociale et professionnelle, l'université et le monde de la formation.

Éducation

La réussite éducative est au cœur des enjeux de la politique de la ville. Récemment, le dispositif « Cités éducatives » lancé par l'État, pour lequel Trajectoire Ressources s'est très vite impliquée, a pour ambition de conforter le rôle de l'école, de la famille et des acteurs socio éducatifs, promouvoir la continuité éducative et ouvrir le champ des possibles.

Jeunesse

Rencontres du social et le numérique

Une fois encore, le partenariat engagé depuis quelques années avec le département Carrières Sociales de l'IUT Belfort-Montbéliard, Trajectoire Formation et Trajectoire Ressources s'est traduit par l'organisation d'un nouveau cycle des Rencontres du social, qui après les questions relatives aux jeunesses, à la culture ou aux territoires, à la laïcité, à la démocratie participative, s'est concentré cette année sur la place et les effets du numérique dans nos environnements au quotidien.

La société, les jeunes et le numérique

Ces rencontres visent à permettre aux étudiants (de l'IUT Belfort-Montbéliard, de l'ESPE...), aux professionnels de l'intervention sociale au sens large et à toute personne intéressée de prendre un temps pour réfléchir et échanger autour de problématiques actuelles. La saison 2019-2020 a permis d'éclairer et d'interroger la place que prenait le numérique dans notre société et plus particulièrement auprès des jeunes ou des publics en difficultés. Trois rencontres ont été organisées, regroupant un peu plus d'une centaine de participants pour chacune d'elles autour des thèmes suivants :

- « Société numérique : de quoi parlons-nous ? » ;
- « Comment la dématérialisation fabrique du non recours aux droits » ;
- « Le numérique au cœur de la démarche d'autonomie des jeunes ».

« 37% des jeunes de 18 à 24 ans, contre 21% de la population en moyenne, déclarent être en difficulté pour accomplir des démarches administratives sur internet et que 26% méconnaissent le droit au recours. »
(Cf. Enquête sur l'accès aux droits, Défenseur des droits 2019)

Des difficultés accentuées en QPV

Ce phénomène de non recours aux droits s'aggrave au sein de la jeunesse en particulier dans les quartiers prioritaires. Ce constat a été souvent exprimé par des acteurs professionnels des QPV lors des évaluations à mi-parcours des contrats de ville durant l'année 2019.

Quelques résultats

Un sondage a été proposé aux participants durant la 3ème rencontre en lien avec les thématiques abordées (mobilité, santé, sociabilité, accès aux droits, emploi-formation).

Pour vous, le numérique favorise-t-il globalement votre mobilité ?
Oui : 96% - Non : 4%

Êtes-vous amenés à renoncer à des soins du fait de la complexité des démarches du système de santé ?
Oui : 28% - Non : 72%

Vous concernant, les relations sociales virtuelles vous aident-elles à entrer en relation avec autrui ?
Oui : 46% - Non : 54%

Votre capacité à accéder à vos droits, tant au niveau administratif que financier, est-elle liée au soutien de vos parents ?
Peu liée : 28% - Liée : 35% - Fortement liée : 38%

Jeunesse

Génération W... ou pas ? #2

Depuis quelques années, nous constatons un rapport au travail des jeunes qui évolue sensiblement, qui questionne et interpelle sur les pratiques et les évolutions des missions des structures. C'est la raison pour laquelle Trajectoire Ressources s'est associée à IDEIS pour mener une démarche innovante et prospective, « Génération W... ou pas ? ».
Fort des constats d'une première rencontre organisée en 2017, nous avons poursuivi la réflexion en 2019, avec une visée plus opérationnelle, pour savoir comment mobiliser les jeunes pour les aider à devenir acteur de leur vie et plus largement acteur de la société ?

Des problématiques resserrées

A partir des constats récoltés lors la 1ère rencontre nous avons travaillé plus précisément sur les problématiques suivantes :

- **Mondialisation heureuse ou subie :** comment faire pour qu'un jeune (même sans emploi ou sans qualification) puisse mieux profiter de la mondialisation ?
- **Nouvelles formes de travail et de relations par la coopération ou l'individualisation :** comment faire pour que les nouvelles formes de travail puissent permettre l'évolution professionnelle des jeunes ?
- **Révolution numérique ou fracture numérique** : comment faire pour que l'outil numérique ne soit plus un frein pour les jeunes, quel que soit leur niveau de qualification, leur milieu social, etc. ?

Deux séminaires-actions et différents supports d'expression

L'action s'est organisée autour de deux temps forts... : le 14 mars, à destination des jeunes à IDEIS (78 jeunes présents) et **le 26 mars à destination des partenaires** à l'Arche de Bethoncourt (93 participants issus du monde de l'emploi, du social, de la formation et de l'insertion).

Plusieurs supports réalisés :

- Des témoignages vidéos recueillis sur les différentes entrées thématiques ;
- L'expression directe des participants à l'aide d'un sondage en ligne en direct ;
- Un travail en sous-groupes sur les différentes problématiques avec l'objectif de proposer des solutions concrètes aux questions posées.

De plus, la Compagnie de théâtre ELDO, qui intervient auprès de publics variés (étudiants, scolaires, adultes ...), a apporté une touche humoristique dans la mise en scène de saynètes en lien avec les thématiques abordées.
Enfin, nous avons profité des apports éclairants du sociologue Chafik El Yakoubi, avec qui nous avions déjà collaboré précédemment.

Une approche pluri-partenariale où Trajectoire Ressources a toute sa place

Ces différents séminaires, conduits et animés avec l'aide de plusieurs partenaires (IUT de Belfort Carrières Sociales, Ecole de la Coopération...), ont permis la réalisation de plusieurs fiches-actions.
Notre fonction ressources trouve là toute sa place, en appui d'une expérimentation, qui doit permettre d'alimenter les autres structures du Pays de Montbéliard, en matière de savoir, savoir-être et nouveaux savoir-faire.

Éducation

Les cités éducatives :

Inspirée d'une expérimentation menée à Grigny en Essonne, le concept de « Cité Éducative » est né d'initiatives de terrain permettant de mieux coordonner les politiques éducatives locales et dispositifs existants. La Cité Éducative a en effet pour ambition de bâtir un écosystème de coopération des acteurs éducatifs, autour de l'École, et d'élaborer/déployer une stratégie éducative ambitieuse autour de 3 grands axes :

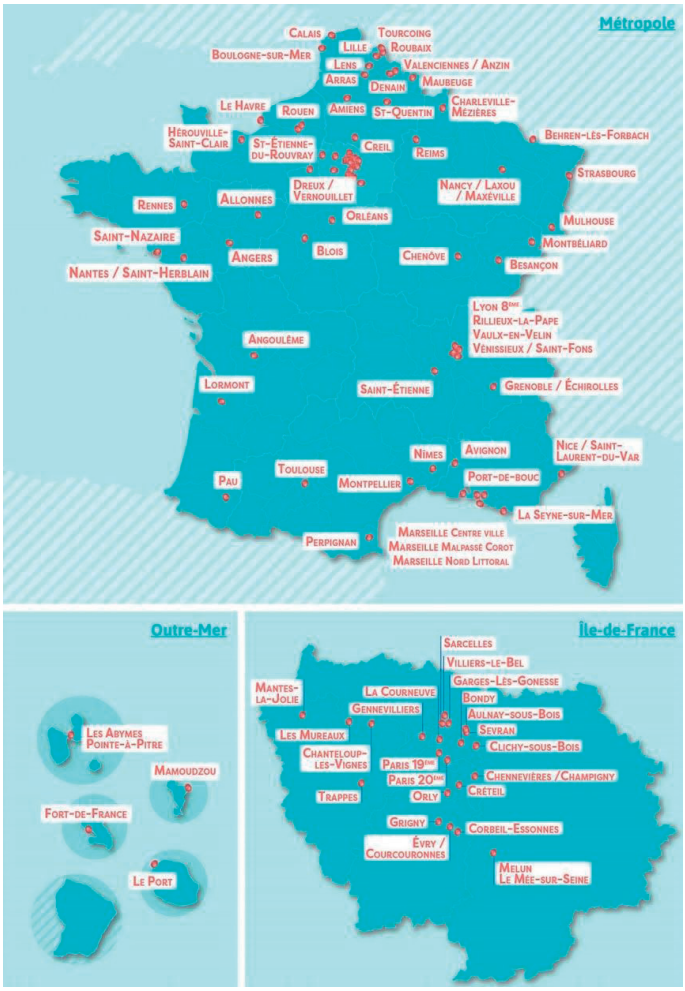
- Conforter le rôle de l'école, pour concevoir des perspectives de travail et envisager des actions coordonnées ;
- Promouvoir la continuité éducative, pour construire un lien continu avec les parents et les autres adultes pouvant contribuer à la réussite dès le plus jeune âge ;
- Ouvrir le champ des possibles pour aider les jeunes à trouver dans leur environnement, les clés de l'émancipation.

Trois cités éducatives en Bourgogne Franche-Comté

Début septembre 2019, 80 cités éducatives ont ainsi été retenues et labellisées à l'échelle nationale, dont en trois Bourgogne Franche-Comté :

- Les quartiers de la Petite Hollande à Montbéliard et de Champvallon à Bethoncourt (25) ;
- Le quartier de Planoise à Besançon (25) ;
- Le quartier du Mail à Chenôve (21).

80 cités éducatives à l'échelle nationale dont 3 dans notre région



Pour atteindre les objectifs fixés, chaque Cité Éducative a défini un plan d'action annuel, de 2020 à 2022, comportant diverses opérations à renforcer ou à créer. Ceux-ci ont été définis à partir de diagnostics territoriaux et des remontées faites par les acteurs de terrain, notamment lors de séminaires inter-acteurs co-organisés à l'automne 2019 par l'État, l'Éducation Nationale, les collectivités territoriales et Trajectoire Ressources (sur Besançon et PMA).

« Territoires à haute qualité éducative »

Acculturation inter-acteurs

Ces séminaires inter-acteurs ont non seulement permis de préciser les problématiques locales, mais aussi de prioriser les sujets d'enjeux pour chaque territoire, puis de proposer des idées d'actions innovantes ou à renforcer sur chacun des axes.

Séminaire Cité éducative dans le Pays de Montbéliard

Perspectives 2020

Chaque territoire labellisé « Cités Éducatives » devra définir d'ici un protocole de suivi et d'évaluation piloté par l'État, l'Éducation Nationale et la collectivité.

Sur Besançon et PMA, Trajectoire Ressources viendra en appui de l'animation de la démarche d'évaluation, de manière continue sur les trois années à venir et partagée par les différents acteurs. Notre appui se fera :

- En proposant un accompagnement méthodologique ;
- En proposant des outils adaptés pour le suivi ;
- En co-animant des espaces d'échanges pluri-thématiques et inter-acteurs portant sur la Cité Éducative pour alimenter son évaluation ;
- En apportant son soutien à une analyse partagée et à la rédaction de rapports.

Enfin, pour 2020, et à l'échelle régionale, nous proposerons des temps de rencontre inter cités éducatives : échanges de pratiques, apports, valorisation de projets innovants.
Par ailleurs, nous participerons en 2020 aux différents groupes de travail nationaux avec la coordination Nationale des Cités Éducatives, l'ANCT et le RNCRPV.
Notre étroite collaboration avec le RNCRPV nous permettra de :

- Mettre en commun les travaux des centres de ressources afin de capitaliser les pratiques et synthétiser les enseignements des actions menées en région (fiches expériences, capitalisation nationale...) ;
- Appuyer l'organisation de temps forts des Cités Éducatives à l'échelle nationale.

ZOOM COLLOQUE

« Les défis de la co-éducation : vers quelles alliances éducatives locales ? »

Le 5 novembre 2019, le laboratoire CS3 de l'Université de Franche-Comté a organisé à l'IUT de Belfort un colloque sur les défis de la co-éducation. L'occasion pour plusieurs chercheurs français et étranger de témoigner de leurs réflexions et résultats d'études.

Vincent Léna, coordonnateur National des Cités Éducatives, était présent pour présenter le programme des Cités Éducatives développé dans 80 quartiers prioritaires de France, rappelant que la co-éducation et la coopération inter-acteurs étaient au cœur du dispositif : *« Personne n'a la bonne réponse en matière d'éducative, mais chacun a un petit bout de la réponse ».*

Éducation

Enquête climat scolaire

Dans un contexte où le décrochage scolaire semble toucher de plus en plus de jeunes, et de plus en plus tôt, le collège Jouffroy d'Abbans de Sochaux s'est intéressé au climat scolaire qui règne dans et hors de son établissement.

En complément d'un questionnaire passé par l'Éducation Nationale aux différents publics (parents, élèves, agents), Trajectoire Ressources est venue en appui pour mener une enquête qualitative locale, afin de :

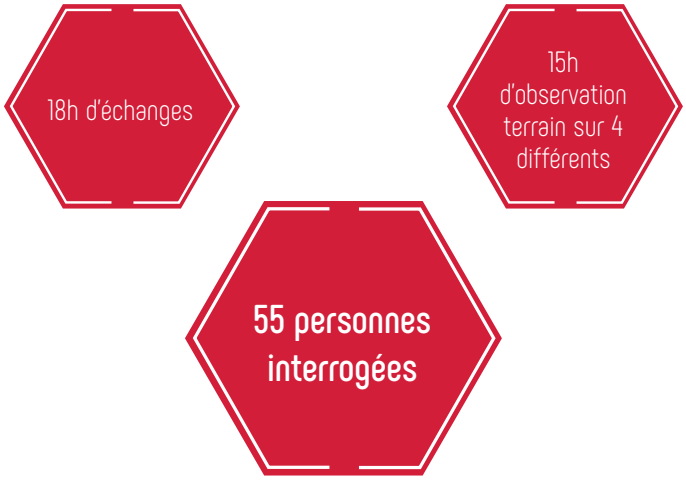
- **Recueillir la parole des publics, notamment des personnes les plus éloignées de la vie scolaire ;**
- **Recueillir des informations sur les différentes actions menées par les acteurs de la réussite éducative, tant d'un point de vue scolaire que péri et extrascolaire.**

Un appui qualitatif

Le climat scolaire est une notion éminemment subjective qui revêt plusieurs facettes selon les points de vue, les contextes, les vécus... Il est par ailleurs le reflet d'une ambiance générale, qui ne se construit pas seulement dans les murs du collège, mais également hors les murs.

Cette enquête, menée par deux étudiants stagiaires, Aida Habachi (2ème année IUT Carrière Sociale) et Antoine Bejean (Licence Professionnelle Développement social), n'avait donc pas l'ambition d'être une étude exhaustive, mais plus le reflet du climat scolaire tel qu'il était perçu par les personnes interrogées et selon les éléments observés.

Pour alimenter l'enquête, nous avons procédé, selon les lieux et les publics, à des observations et/ou à des entretiens/échanges : 55 personnes ont ainsi été interviewées, de manière collective ou individuelle, parmi lesquelles des élèves, des familles, le personnel du collège, des acteurs du péri et de l'extrascolaire, des professionnels de la politique de la ville...



Plusieurs éléments, positifs ou négatifs, ont été mis en évidence sur différents sujets : communication, relations, continuité éducative, épanouissement scolaire, transports, activités extra-scolaires...

Perspectives 2020

Les résultats de cette enquête pourraient permettre d'alimenter d'une part une culture du Réseau d'Éducation Prioritaire (REP) dont fait partie le collège de Sochaux, mais également les réflexions et actions financées par le Contrat de Ville Unique du Pays de Montbéliard Agglomération, dans le cadre des orientations suivantes :

- Accompagner les familles et enfants les plus fragiles dans la réussite scolaire ;
- Adapter l'offre de loisir, culture et de sport à destination des jeunes des QPV.

Participation citoyenne

Ce volet constitue un pan majeur de la politique de la ville et de notre activité avec la qualification et la mise en réseau des habitant-es et acteurs de la politique de la ville. L'année 2019 a été une année charnière au cours de laquelle nous avons mené une nouvelle enquête régionale en direction les conseils citoyens, puis lancé un nouveau cycle de qualification à destination des conseils citoyens et des professionnels de la politique de la ville.

Cycles de qualification

Qualification collective des conseils citoyens et

La loi Lamy a posé l'autonomie des conseils citoyens comme un des ingrédients phare de leur fonctionnement. Mais le chemin pour y arriver de manière effective est souvent pavé de difficultés et l'accompagnement des acteurs liés aux conseils citoyens reste essentiel.

En lien avec les missions socles de notre activité, nous avons donc poursuivi en 2019 le travail d'appui des conseils citoyens et des acteurs de terrain de la politique de la ville, à travers l'animation de plusieurs cycles et séances de qualification en Bourgogne Franche-Comté. Un travail qui se poursuit en 2020 au niveau régional et plus local.

Le cycle initié en 2018 s'est clôturé début 2019

Un cycle régional « Animer et faire vivre un conseil citoyen », avait été construit autour de 9 séances thématiques et était destiné aux animateurs et membres des conseils citoyens. Initié en mars 2018, il s'est conclu début 2019 par l'animation des deux dernières séances :

- **Janvier 2019, à Dijon : « Démarches artistiques, appropriation de l'espace public et implication citoyenne »**, avec le concours de Frédéric Rétrif (administrateur de Trajectoire Ressources et Responsable Service Jeunesse, Macon) et Pierre-Loup Vasseur (Zutique Production) ;
- **Février 2019 : « Sensibilisation aux Valeurs de la République et à la Laïcité »** (dans le cadre du plan VRL lancé par le gouvernement en 2016), avec l'aide de Jean-Louis Davot (Ligue de l'enseignement – FOL 70) - (voir p.18).

Ces deux séances ont regroupé respectivement 17 et 9 participants de tous horizons. Au global, ce cycle, largement suivi, a permis de réunir et qualifier différents publics de la région (membres de conseils citoyens, chef(fe)s de projet, animateurs de centre social, médiateurs...).

Cycle de qualification pour les conseils citoyens

Une qualification régionale qui se poursuit sur 2019-2020

Dans la continuité de cette dynamique, et forts des remontées de terrain que nous ont fait les participants d'une part, mais aussi les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête régionale menée de mai à juillet 2019 (voir p.34), nous avons défini durant l'été un programme d'accompagnement qui regroupe deux nouveaux cycles de qualification :

1. **Un cycle, animé à l'échelle régionale, destiné aux animateurs des conseils citoyens :** « Animer et faire vivre un conseil citoyen : construire ensemble le chemin vers l'autonomie ».

Ce cycle pose clairement l'enjeu de l'accompagnement du conseil citoyen, qui reste encore essentiel pour prendre une place effective dans la politique de la ville. Les objectifs sont donc d'outiller ceux qui accompagnent les conseils citoyens

professionnels de la politique de la ville

en proximité, et d'apporter contenus et méthodes d'animation permettant d'encourager la prise d'autonomie du conseil citoyen. Ce cycle a démarré en octobre 2019 et se poursuit jusqu'en 2020. Sur les 7 séances thématiques qui compose le cycle, deux ont été animées fin 2019 :

- Place et rôle des conseils citoyens dans la politique de la ville ;
- Accompagner un conseil citoyen sur le long terme.

2. Un cycle, qui sera animé à partir de 2020 à l'échelle plus locale (intercommunale, départementale, bassin de vie), destiné aux habitants et acteurs locaux : « Faire vivre la participation citoyenne dans les quartiers prioritaires » (voir paragraphe perspective 2020).

Appui à la méthodologie de projet mémoriel

Suite à la démolition prévue de certaines tours du quartier des Evoironnes à Sochaux (25), les membres du conseil citoyen ont souhaité porter un projet d'exposition pour retracer la mémoire du quartier depuis sa création en 1955 à nos jours, à travers des témoignages d'habitants, mais aussi pour transmettre cette mémoire collective aux générations futures.

Dans ce contexte, nous avons proposé **un appui local sur la méthodologie de projet mémoriel**, autour de deux séances à Montbéliard et Sochaux. Ces deux séances ont permis de réunir les membres du conseil citoyen de Sochaux, mais également de Grand-Charmont et Valentigney, ainsi que plusieurs professionnels de la politique de la ville (Agence d'urbanisme, Ville de Montbéliard, Pays de Montbéliard Agglomération)

Cycle que qualification pour les conseils citoyens

Perspectives 2020

▶ **Le cycle de qualification régional « Animer et faire vivre un conseil citoyen : construire ensemble le chemin vers l'autonomie »** initié fin 2019 se poursuit à travers 4 séances thématiques, ainsi qu'une séance de bilan du cycle :

- Comprendre la dynamique de groupe au sein d'un collectif ;
- Animer une réunion de groupe ;
- Construire et animer un atelier participatif ;
- Construire un projet ;
- Séance de bilan ;

▶ **Le cycle de qualification « Faire vivre la participation citoyenne dans les quartiers prioritaires »,** quant à lui, démarrera en 2020, suivant les remontées territoriales. En fonction des besoins, il pourra s'agir de :

- Donner des clés de lecture et de compréhension d'un territoire et de la politique de la ville ;
- Apporter des éléments méthodologiques pour la conduite de projets ;
- Travailler à partir de méthodes et outils d'animation participative.

Enquête régionale conseils citoyens

État des lieux, enjeux et préconisations

A mi-parcours des contrats de ville, la participation effective des habitants et conseils citoyens reste un des enjeux essentiels de la politique de la ville. Trois ans après la première enquête publiée en septembre 2016, nous avons voulu savoir où en était les conseils citoyens de Bourgogne Franche-Comté : comment fonctionnent-ils ? Se sont-ils saisis de la loi et de leur rôle ? Comment les principes énoncés par la loi sont-ils compris et traités ? Quelle animation locale ? Quelles sont les difficultés, freins ou besoins des conseils citoyens ?

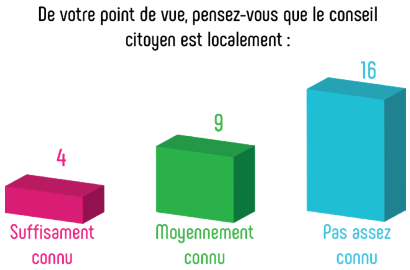
Avec l'aide précieuse d'Antoine Bejean, stagiaire en licence professionnelle Développement Social, nous avons donc mené une deuxième enquête, de mai à juillet 2019, afin de recueillir le point de vue des membres de conseils citoyens et professionnels en charge de leur mise en place, suivi et/ou accompagnement.

Zoom sur quelques retours : ce que nous disent les acteurs

- **Sur la représentativité et la (re)connaissance des conseils citoyens**

Pour beaucoup, il y a un vrai problème de représentativité de cette instance participative au regard des habitants du quartier : 55% ont plus de 50 ans, certains ne résident pas dans le QPV et les jeunes sont les grands absents des conseils citoyens.

Ce problème de représentativité va de pair avec une méconnaissance de l'instance et de son rôle, ainsi qu'un manque de visibilité au sein du quartier : « *Ce n'est pas trop connu par les habitants. De ce fait, les gens n'ont pas envie de venir* ».



La reconnaissance et la légitimité du conseil citoyen passent par l'expérience, et sa présence de manière pérenne et ouverte dans le paysage local.

Cycle que qualification pour les conseils citoyens

- **Sur l'autonomie des conseils citoyens et l'importance de l'accompagnement**

Pour 54% des personnes interrogées, le conseil citoyen est motivé et en cours d'autonomisation ; pour 38%, il redémarre ou ne fonctionne que grâce à l'accompagnement et l'animation mis en place ; enfin, seuls 8% estiment que le conseil citoyen est véritablement autonome et qu'il participe activement à la vie locale.

L'accompagnement des conseils citoyens reste pour beaucoup (69%) encore indispensable et le rôle des animateurs essentiel : « *On est en cours d'autonomisation, mais on s'appuie encore parfois sur son accompagnateur, pour les comptes-rendus par exemple* ».

Or, cette animation souvent portée par les médiateurs adulte-relais demande parfois beaucoup de temps et d'énergie : « *C'est moi qui tire le conseil citoyen, il n'y a pas encore de gens motivés pour porter les choses seules* »

La question de l'animation et de l'accompagnement pose également la question de la formation. Les conseils citoyens s'étant formés rapidement et ayant bénéficié d'un accompagnement important au départ sont jugés comme stables aujourd'hui ou en évolution positive par les professionnels.

Illustration de Cled'12 réalisée lors de la rencontre des acteurs de la politique de la ville le 3 juillet 2019 à Dijon

- **Sur la place des conseils citoyens dans le contrat de ville**

Selon les professionnels interrogés, **la place des conseils citoyens dans la gouvernance des contrats de ville** évolue positivement (59%), mais, pour 42%, elle reste purement symbolique voire inexistante. Si cette place est de plus en plus effective (ex : appels à projets), elle reste encore trop souvent reléguée au simple avis consultatif et le rôle de codécideur n'est pas un objectif atteint.

Pour autant, les conseils citoyens sont plutôt actifs sur le terrain (diagnostics en marchant, GUSP, participation à la vie du quartier, proposition voire mise en place d'actions concrètes...).

Quelques besoins exprimés et préconisations

Afin de créer une dynamique citoyenne durable dans les quartiers prioritaires, les membres des conseils citoyens comme les professionnels interrogés pensent qu'il est important de :

- Profiter des élections municipales pour **reconsolider les effectifs des conseils citoyens** et éviter l'essoufflement des membres actuels ;
- Faire un **rappel à la loi par l'État local** (= cadre de référence, circulaire de février 2017...) ;
- Donner des **moyens de fonctionnement adéquats** : animation, budget, local dédié et identifié... ;
- **Promouvoir le conseil citoyen plus largement au niveau national,** et mieux valoriser les actions mises en place au niveau local ;
- **Associer le conseil citoyen à la conduite de l'action publique de manière systématique** (présence aux réunions clés, participation aux suivi des appels à projets...) ;
- **Renforcer la légitimité du conseil citoyen** (à tous les niveaux) : reconnaitre la spécificité de la parole citoyenne qui relève d'une temporalité, d'une expérience, d'un vécu qui diffèrent des politiques publiques, donner les moyens de sa construction, et rendre compte de ce que l'on fait de cette parole (ou pas) pour permettre aux conseils citoyens de comprendre et d'évoluer.

La circulaire du 30 juillet 2019 va dans ce sens en proposant **10 mesures spécifiques en faveurs des conseils citoyens** (constituer un réseau national d'information des conseils citoyens, développer une offre de formation souple et accessible à tous, permettre à chaque conseil citoyen d'émettre un avis sur les enjeux prioritaires du quartier...).
Parallèlement, l'ANCT a mis en place plusieurs groupes de travail, dont fait partie le RNCRPV pour mettre en place concrètement et faire vivre ces mesures à l'échelon local.

Perspectives 2020

Sans être un état des lieux exhaustif, les résultats de cette enquête nous ont permis de mieux apprécier les situations dans la région, mais aussi d'orienter notre offre de qualification en direction :

- Des animateurs des conseils citoyens d'une part ;
- Des habitants et acteurs du développement social d'autre part ;
- Pour permettre à tous ceux qui se sentent concernés et participent à la vie publique de monter en compétences collectivement.

pour aller plus loin

« 5 ans après la mise en place des conseils citoyens : où en est-on ? »
36 pages - Novembre 2019
Disponible ici

Implication des habitants

Comité national de suivi des conseils citoyens

L'implication des habitants aux dispositifs mis en œuvre dans les Quartiers Politique de la Ville n'est pas une nouveauté, mais est surtout devenue officielle avec la loi du 21 février 2014 qui réforme la politique de la ville avec la mise en œuvre des conseils citoyens de manière réglementaire. Or, la loi est une chose, la réalité de sa mise en œuvre en est une autre et pour diverses raisons que nous détaillons dans l'enquête régionale présentée en amont.

Aussi, dès les premiers pas des conseils citoyens, la Secrétaire d'État à la ville de l'époque a souhaité la mise en place d'un comité national de suivi des conseils citoyens afin de suivre les situations dans les territoires pour compléter et faire évoluer le cadre réglementaire. En qualité de centre de ressources fortement impliqué dans ce domaine, nous avons été sollicités dès 2016 pour participer au groupe « expert » qui compose ce comité animé à l'époque par Myriam El'Khomri, puis par Hélène Geoffroy. A ce titre, Trajectoire Ressources participe au nom du Réseau National des Centres de Ressources aux différents temps de travail nationaux.

En 2019 et suite aux instructions du 30 juillet destinées à renforcer et soutenir les conseils citoyens, ce comité s'est renouvelé et fonctionne sous couvert du Conseil National des Villes. Nous sommes toujours membre de ce groupe de travail qui se donne à présent comme objectif de produire des recommandations concrétées et opérationnelles pour faciliter le développement et l'action des conseils citoyens. A titre d'exemple, ce comité a travaillé à l'automne à l'élaboration d'une note dite « prudentielle » à destination des conseils citoyens dans le contexte de la période préélectorale.

Perspectives 2020 : remobiliser, qualifier, soutenir

Nous restons membre de ce comité national de suivi et de manière complémentaire, nous avons été sollicités par l'ANCT, pour participer à un groupe de travail restreint (composé d'un membre d'un conseil citoyen, d'un délégué du préfet, d'un représentant de la FCSF, d'un acteur d'une collectivité, de l'IRDSU...) pour travailler à l'élaboration d'un livret pratique qui sera diffusé au sortir des élections municipales aux territoires et aux conseils citoyens avec deux axes :

- Celui des démarches à mettre en œuvre pour mobiliser/remobiliser les conseils citoyens dans le contexte de renouvellement de ces instances ;
- Celui des modalités de participation des conseils citoyens au projet de territoire, ou comment mieux qualifier, préparer et soutenir la place et le rôle que les conseils citoyens peuvent avoir dans la gouvernance des contrats de ville.

Le conseil citoyen mobilisé lors de l'inauguration de la place Anatole à Lure le 21 septembre 2019

Rencontre nationale

Des conseils citoyens à l'Assemblée nationale et au CGET !

Un groupe d'« inter conseils citoyens » du pays de Montbéliard (17 participants représentant 4 conseils citoyens de plusieurs villes de l'agglomération) a imaginé un projet intitulé « Connaissance des institutions » et nous a sollicité afin de préparer deux jours de rencontre à Paris en novembre 2019.

De la préparation à la rencontre

Nous avons consacré deux matinées de préparation pour ce groupe (organisation des questions, organisation de la parole, contact et préparation en amont avec le CGET...) et l'avons accompagné lors de ces deux journées à Paris qui ont permis aux conseils citoyens de Sochaux, Valentigney, Bethoncourt et Grand-Charmont de découvrir le fonctionnement de l'Assemblée nationale. Le premier jour,le groupe a été guidé par les deux députés de la circonscription. Le lendemain il a participé à une matinée de questions/réponses avec le commissaire Général à l'égalité des Territoires, François-Antoine Mariani et son équipe au CGET, qui a en charge la politique de la ville pour le ministère de la ville et du logement.

Visite de l'Assemblée Générale par des conseils citoyens dans le cadre du projet « Connaissances des institutions »

Des échanges intéressants

Cette rencontre a permis d'aborder de nombreux sujets d'importance pour les conseils citoyens :

- Premier sujet, celui consacré au **rôle/place du conseil citoyen dans la gouvernance du contrat de ville** : l'accès à l'information, être mieux associés à la vie locale, quid de l'application de la circulaire de février 2017 (pouvoir d'interpellation du préfet) ... quelle reconnaissance du conseil citoyen, et quels moyens à minima (local, ressources financières, droit d'indemnisation), la relation aux élus, renouvellement des conseils citoyens, ...

- Deuxième sujet a été celui lié à la **place/rôle des conseils citoyens dans le contexte du démarrage des chantiers de renouvellement urbain**. Sur ce point se pose à nouveau la question de l'accès à l'information, de sa clarté, de sa régularité, du rôle des conseils citoyens dans le temps long de la rénovation urbaine, une meilleure compréhension sur des sujets comme l'urbanisme commercial, des remarques sur les formations (durée de 5 jours à Paris difficile) proposées par l'ERU (reconnues mais peu accessibles... distance, durée, besoin d'être sur site pour confronter les contenus proposés aux réalités de terrain)...

En conclusion

Plus de deux heures d'échanges en direct, avec une parole libre, sans censure et une écoute active et quelques propositions de la part du CGET. Ce projet a reçu le soutien de la région dans le cadre des dispositifs FIP FAP d'aide à la participation citoyenne.

Journées régionales

« Rencontres des acteurs de la politique de la ville »
Dijon - Besançon

Rencontre des acteurs de la politique de la ville le 3 juillet 2019 à Dijon

Le fil rouge : la participation citoyenne

Les 3 juillet et 20 novembre 2019 deux rencontres ont été organisées en Bourgogne Franche-Comté sur la thématique de la participation citoyenne. Ces rencontres ont permis de réunir l'ensemble des acteurs de la politique de la ville (Préfet de région et du département, recteur, DIRECCTE, CGET, élus, délégués du préfet, acteurs et professionnels de terrain etc.), ainsi que des conseillers citoyens et habitants des quartiers prioritaires qui étaient au cœur de cette démarche.

Quel bilan ?

La première rencontre réalisée à Dijon le 3 juillet au sein de la Maison Phare dans le quartier de Fontaine d'Ouche a réuni 182 personnes.
La seconde rencontre a eu lieu à Besançon le 20 novembre dans le quartier de Planoise au sein de l'espace Nelson Mandela et a rassemblé 195 participants.

Les deux rencontres se sont déroulées sur le même schéma, à savoir en matinée un temps d'ateliers et d'échanges sur des sous-thématiques priorisées par les participants. Réunis en petits groupes et animés par un professionnel, les personnes présentes ont donné des pistes de réflexion, des questionnements puis des propositions sur la base d'un cas concret présenté par un porteur de projet. Ces réflexions ont été présentées l'après-midi aux élus et représentants de l'État afin d'échanger en direct sur les problématiques identifiées. A cette occasion, deux livrets présentant les actions conduites par les acteurs de la région ont été édités.

Au-delà du bon déroulement de ces journées et de la satisfaction globale de tous les acteurs, les citoyens présents ont exprimé l'importance et l'envie de voir se réaliser ce type de rencontre plus régulièrement. Et ainsi d'accéder à plus de temps d'échanges avec les représentants des institutions, car c'est un temps où ils peuvent s'exprimer, être valorisés et parler de leurs quartiers !
Deux conseillères citoyennes de Sochaux :
« On se rend compte qu'on n'est pas tout seul, que nous avons souvent les mêmes problèmes, des solutions existent mais il faut les mettre en œuvre. »

Perspectives 2020

L'organisation entre les services de l'État, la région Bourgogne Franche-Comté et Trajectoire Ressources, d'une rencontre qui aura lieu à Sochaux à l'automne sur la thématique de l'emploi et de la création d'activité. Trajectoire Ressources participera activement à la mise en œuvre de ce temps de rencontre en apportant son expertise de terrain, ainsi que des techniques d'animation afin de favoriser la participation de l'ensemble des acteurs.

Illustration de Cled'12 réalisée lors de la rencontre des acteurs de la politique de la ville le 3 juillet 2019 à Dijon

Expérimentation et accompagnement

L'évaluation des contrats de ville à mi-parcours nous a conduit à accompagner plusieurs territoires dans leur démarche d'évaluation en proposant des formations-actions et en impliquant différents acteurs. Ces démarches nous ont donné la possibilité d'expérimenter de nouvelles méthodes de travail avec les acteurs et en réseau.

Évaluation et

La démarche expérimentale de formation-action conduite en 2018 avec les quatre sites en contrats de ville de l'Yonne a été déployée ensuite auprès d'autres sites en région : Pays de Montbéliard Agglomération et Grand Besançon Métropole. De manière complémentaire, nous sommes également intervenus durant des temps collectifs inter acteurs sur la méthodologie relative à la révision des contrats de ville.

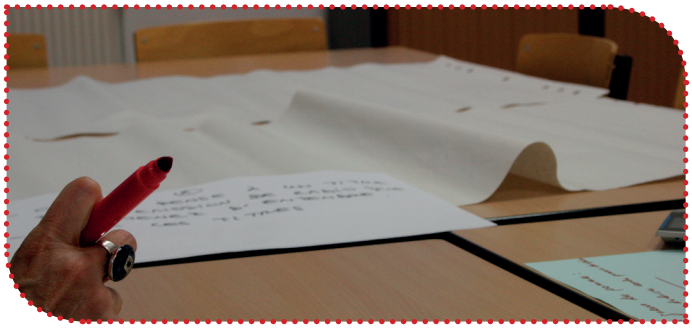
L'évaluation pose très souvent question aux acteurs : évaluer quoi ? Pour qui ? Comment ? À quel moment... Ce temps du projet est plus souvent vécu comme une contrainte que comme un guide pour l'action. C'est à partir de ces préalables que nous avons expérimentés et ensuite déployés une approche pragmatique et simplifiée de l'évaluation attendue à mi-parcours des contrats de ville.

Actualiser et objectiver

Très souvent, les acteurs indiquent que le temps est contraint et ne permet pas de revenir de manière approfondie sur les situations dans les territoires. La démarche évaluative peut être utile en ce sens : comment réactualiser les connaissances que les uns et les autres ont des situations : celles des habitants, des acteurs, des problématiques... Comment les partager et les questionner entre acteurs ? Quelle démarche d'objectivation mettre en place ? Vers quelle nouvelle manière d'agir faut-il se diriger ?

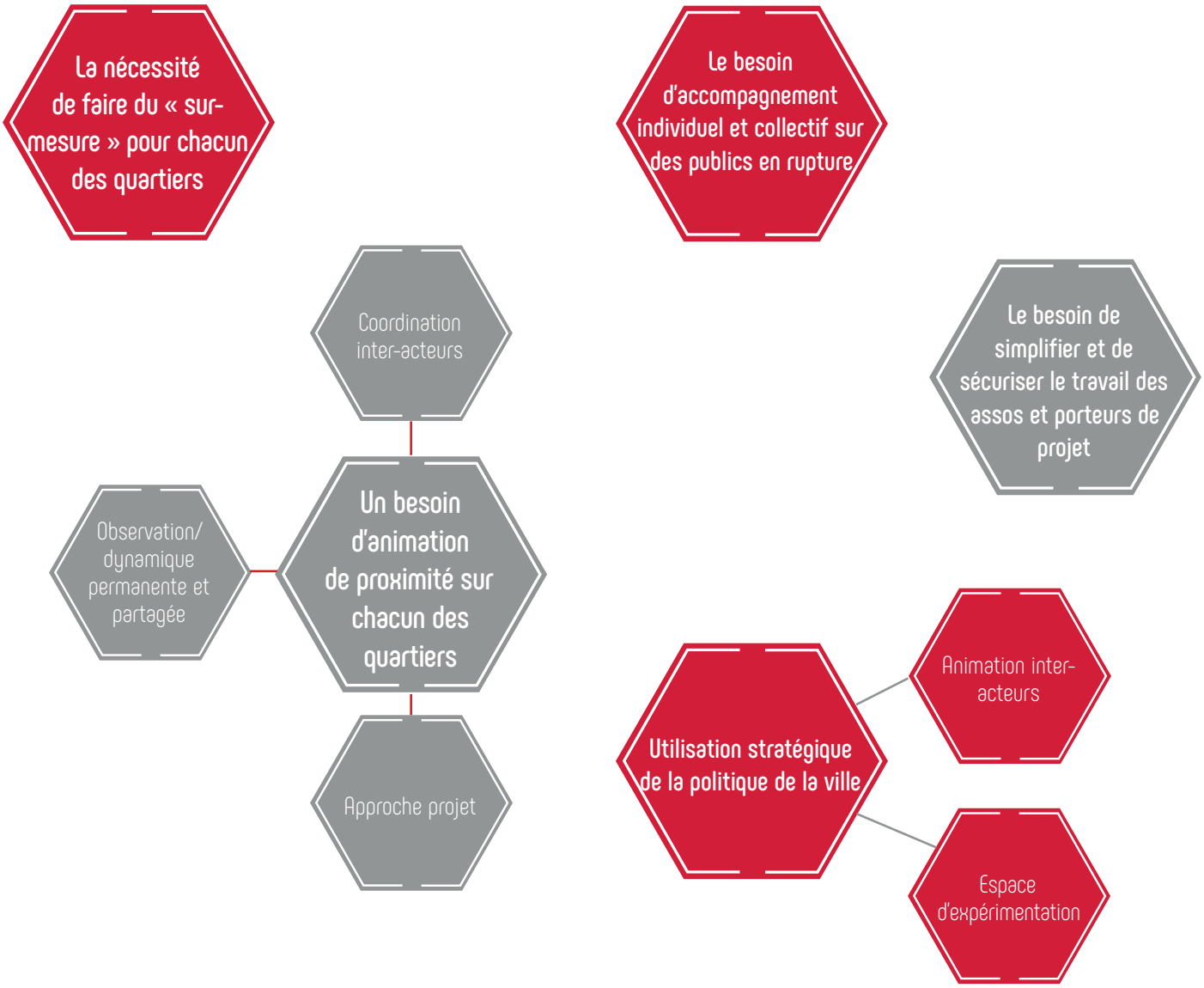
L'ensemble des temps inter-acteurs que nous avons animés a été articulé autour de ces questions tout en restant au plus près des réalités spécifiques des territoires. L'évaluation n'est pas une démarche « hors sol ». Elle doit permettre d'apprécier les situations, les réalisations conduites, leur résultat et leur effet à moyen et long termes. Ainsi, sont apparus ici et là, les mêmes besoins d'interroger les modalités de pilotage et d'animation territorialisée du dispositif. A également été révélé la nécessaire actualisation de la connaissance des situations. Sans nécessairement aller vers la mise en œuvre d'observatoires fastidieux à alimenter, trop peu utilisés, il nous semble plus pertinent de « zoomer » sur quelques problématiques, de manière partagée afin de suivre l'évolution des situations. Dans la continuité des temps de formation-action à la démarche évaluative, nous avons animé avec les services de l'État et des collectivités, des séances d'acculturation collective autour du pacte de Dijon dans la perspective de la révision des contrats de ville. A cette occasion, nous avons mobilisé l'AdCF contributeur de cette démarche qui a co animé à nos côtés ces temps de qualification.

Les dispositifs comme le contrat de ville sont pensés sur un temps long (2015-2022), aussi, ces révisions et ces modalités d'actualisation par l'évaluation sont indispensables afin de maintenir à la politique de la ville sa valeur de renforcement du droit commun à l'œuvre.



révision des contrats de ville

Ce que la démarche évaluative a révélé



Développement économique urbain

Trajectoire Ressources s'est engagée dès 2012 sur ce sujet avec à travers l'organisation de rencontres régionales. 2019 a permis de poursuivre le cycle de qualification lancé en 2018 « créer, développer, mobiliser » avec un rendez-vous régional.

Cycle de qualification et d'échanges

« Stratégies intégrées de développement économique urbain : de l'idée à la mise en œuvre »

Organisée dans le cadre du cycle « Créer, développer et mobiliser » avec nos partenaires, Banques des Territoires - Caisse Régionale de Dépôts, la Région Bourgogne Franche –Comté, les services régionaux de l'État, Pays de Montbéliard Agglomération, cette rencontre régionale proposée en février 2019 à Bethoncourt, fait suite à celle de Chalon sur Saône.

Retour sur la rencontre

Les enjeux du cycle restent les mêmes : animer et donner corps au volet économique des contrats de ville, décloisonner les pratiques, définir ce que peut recouvrir le développement économique urbain et faire culture commune.
Nous proposons dans ce cadre, des temps de qualification et de formation (apports) aux professionnels concernés par le DEU et nous donnons à voir des expériences inspirantes riches d'enseignements conduites en région et au-delà. Enfin, pour cette rencontre, nous avons choisi d'aborder les questions de méthode et de stratégies imaginées par les territoires dans le domaine du développement économique en faveurs des quartiers prioritaires.

Cette rencontre a été élaborée autour de deux parties complémentaires : la première illustrée par les actions et pratiques des acteurs dans les territoires avec l'articulation des dispositifs de revitalisation des centres villes, avec les contrats de ville à l'exemple de la ville d'Autun, des lieux uniques au service d'une approche intégrée et du renouvellement urbain comme levier possible de développement économique. Nous avons convié l'AdCF pour présenter le Pacte de Dijon et sa place dans ces programmes à travers les apports de Romain BRIOT, conseiller Cohésion Urbaine et Européenne et responsable de l'action régionale de l'AdCF. Enfin, l'après-midi a permis l'organisation d'une table ronde « Stratégies intercommunales de développement économique urbain : de l'idée à la mise en œuvre » avec les agglomérations de Besançon, Belfort, du Pays de Montbéliard, la Banque des territoires - Caisse des dépôts, le conseil régional de Bourgogne Franche-Comté et l'AdCF.

Le CitésLab de Pays de Montbéliard Agglomération et de Besançon ont enfin présenté une exposition commune ainsi que les actions conduites en amorçage de la création d'activité dans les quartiers.

Rencontre régionale DEU le 13 février 2019 à Bethoncourt

Au plan national

Trajectoire Ressources participe aux travaux du groupe de travail national consacré au Développement économique urbain avec d'autres centres de ressources régionaux. A ce titre nous collaborons à la réalisation d'une publication nationale « l'Éco des quartiers » qui valorise par entrées thématiques les travaux conduits dans ce domaine.
L'éco des quartiers n°1

L'éco des quartiers n°2

pour aller plus loin

Notre nouveau site internet présente ces rencontres, les synthèses produites ainsi que de nombreuses fiches d'expérience en région.
https://ressources-ville.org/nos-actions/developpement-economique-urbain/

Culture et patrimoine

Dans la continuité de l'année 2018, avec la réalisation d'un documentaire consacré aux 40 ans de la politique de la ville en Bourgogne Franche-Comté, nous inscrivons ce volet thématique dans nos actions à l'exemple des journées de qualification consacrées à l'intervention artistique et la participation citoyenne.

Film documentaire « Sencibilités »

De la réalisation à la valorisation

Ce documentaire, réalisé dans le contexte des 40 ans de la Politique de la ville en 2018, a été largement diffusé durant l'année 2019, que ce soit en région Bourgogne Franche-Comté, que dans d'autres territoires au plan national.

Territoires médians

L'intention initiale qui a présidé à ce projet de film documentaire professionnel soutenu tout au long de la démarche et financièrement par la DRAC Bourgogne Franche-Comté était multiple : faire trace et œuvre de mémoire, rendre visible l'invisible, entendre et comprendre la parole des habitants, des acteurs, élus, associations... dans trois 3 quartiers populaires concernés par la politique de la ville depuis 40 ans en région Bourgogne Franche-Comté. Nous avons retenu le quartier des Buis à Valentigney (25), celui du Mail à Chenôve (21) et enfin celui du Mortard à Lure (70). Notre partis-pris artistique avec la réalisatrice Hélène Rosselet-Ruiz a été de décrire les réalités de territoires dit « médians ».

Un support pédagogique

Ce film a été diffusé de différentes manières, nous n'avons pas souhaité le mettre à disposition sur une plateforme internet. Il nous a semblé préférable de cibler sa diffusion par l'envoi du film sur une clef USB à des interlocuteurs institutionnels, des partenaires publics de la politique de la ville, des réseaux d'acteurs, aux conseils citoyens des sites impliqués... Le film a été surtout utilisé et diffusé dans le cadre de plusieurs temps de type séminaires inter-acteurs, présenté à différentes filières de formation au travail social et du développement social : éducateurs spécialisés, assistantes sociales ou aux stagiaires en formation dans le champ de l'animation professionnelle : DESJEPS notamment.

Quelques temps forts ont rythmé cette campagne de présentation du film

- Lors de la projection à Lure, elle a eu lieu dans une grande salle de diffusion culturelle en centre-ville (volonté de l'équipe politique de la ville et des élus). Cette séance a attiré un public nombreux, originaire du quartier, mais pas seulement, jeunes et moins jeunes, partenaires, association. Le débat qui a suivi étant co-animé avec le maire ;
- A Nantes, lors de la rencontre nationale des centres de ressources et des partenaires publics de la politique de la ville. Le film a été demandé à cette occasion par l'AMF (Association des Maires de France) pour être présenté lors de leur séance de travail en réseau ;
- A Dijon, lors de la rencontre régionale des acteurs de la politique de la ville organisée avec les services régionaux de l'État ;
- Auprès des agents du service Aménagement du territoire de la région Bourgogne Franche-Comté...

A ce stade, la diffusion et la circulation du film nous échappent. Il a été projeté à Lyon, à Aubenas... à l'instar du dispositif Pass'Livre qui libère des livres nous avons libéré ce film afin que sa diffusion se poursuive. Il est à disposition des acteurs sur demande pour toute diffusion à titre gratuit.

pour aller plus loin

« SENCIBILITES » - Documentaire 28 mn – Réalisation Hélène Rosselet Ruiz, sur une idée originale de Trajectoire Ressources – Copyright Trajectoire Ressources/les Films du moment - 2019

Perspectives 2020

En partenariat avec la DRAC Bourgogne Franche-Comté, nous conduirons une enquête participative avec le conseil citoyen de Bavans et des étudiants en gestion urbaine pour mieux identifier les ingrédients de la participation citoyenne.

Partenariats et réseaux

Notre activité nous amène à tisser des partenariats lors de nos interventions, rencontres ou travaux partagés. Nous participons activement à l'animation et aux groupes de travail du Réseau National des Centres de Ressources (RNCRPV).

Réseau national des centres de ressources

Comités techniques nationaux, Question de ville, groupes de travail nationaux, comités de réseau régional...

RÉSEAU NATIONAL DES CENTRES DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE

Notre activité est principalement orientée en direction des territoires de la région, mais dans le même temps nous devons contribuer aux travaux nationaux à différents niveaux, cadres et thématiques et à travers plusieurs types d'implication. L'expérience et l'expertise des territoires et des acteurs alimentent ce niveau national de notre activité rappelé dans le cadre de référence qui fixe nos missions.

Une participation à multiples échelles

Les cadres de travail, de représentation et d'intervention sont multiples et à différentes échelles territoriales :

- Participation aux comités techniques organisés par le CGET (ANCT depuis 2020) au rythme de deux fois par an et d'une rencontre nationale de toutes les équipes des centres de ressources et des grands partenaires publics de la politique de la ville ;

- Participation active aux groupes de travail nationaux thématiques, soit initiés par l'ANCT, soit portés par le réseau national des centres de ressources. A ce titre nous sommes investis dans plusieurs groupes de travail, soit en qualité d'animateur référent, soit comme contributeur :
  - o Développement économique urbain (contributeur)
  - o Développement durable et politique de la ville (contributeur)
  - o Participation citoyenne (co-animateur référent) et groupe de travail spécifique portés par l'ANCT,
  - o Rapport national « Paroles des habitants des quartiers populaires » en partenariat avec la FCSF (animateur référent)

- Participation ou représentation du RNCRPV à des temps nationaux comme la rencontre nationale de la Villette en juin 2019 (La Grande Équipe de la Réussite Républicaine) organisée par le ministère de la ville et du logement ;

- Trajectoire Ressources siège au sein du comité national de suivi des conseils citoyens porté par le Conseil National des Villes et animé par Hélène Geoffroy ;

- A l'échelle régionale, nous participons de longue date aux comités de réseau organisés par la DRDJSCS et le SGAR de Bourgogne Franche-Comté qui réunit deux à trois fois par an et de manière itinérante (en 2019, Dole, Chalon-sur-Saône) les principales directions régionales de l'Etat qui portent des actions (droit commun) dans le cadre de la politique de la ville, les délégués du préfet, les DDCS qui ont en charge la politique de la ville. Ces temps sont précieux pour entendre, collecter et présenter nos actions et RDV. Ils sont mobilisateurs et permettent de rencontrer l'ensemble des interlocuteurs départementaux ;

- Participation aux rencontres organisées par des acteurs partenaires comme les rencontres des territoires avec l'UNADEL et l'IRDSU, ou au niveau régional au sein du Réseau de l'Observation sanitaire et sociale.

- Enfin, le directeur de Trajectoire Ressources est élu au bureau de l'association des directrices-teurs des centres de ressources (secrétaire) : Question de Ville.

Pour 2020 le RNCRPV a défini un programme de travail pluri thématiques.

Partenariats et réseaux

Des approches partagées, des compétences mutualisées

L'évolution tant des situations des territoires, des besoins, des politiques publiques, des thématiques émergentes, nous amènent à imaginer, développer, expérimenter dans le cadre de partenariats fréquents et féconds. Ces partenariats s'expriment aussi bien dans le cadre d'interventions que nous faisons durant les formations de professionnels du développement social que lors de rencontres, colloques ou autres temps forts territoriaux.

Interventions en formation

Le lien entre la formation et la fonction ressource que nous déployons a toute sa pertinence à la fois par l'entrée « méthode » que par celle de contenus actualisés et contextualisés. Nos interventions se déploient auprès de différents partenaires régionaux du monde de la formation pour des formations diplômantes auprès de Trajectoire Formation (DEJEPS, DESJEPS, temps interfilières...), des Francas de Bourgogne, de la MFR, ou de l'UFCV pour ce qui concerne les métiers de l'animation socioculturelle ou auprès de l'IRTESS (Bourgogne) et l'IRTS (Franche-Comté) pour les métiers du social : éducateur spécialisé (ES), assistant de service social (ASS), IDEIS ou encore durant des journées d'études toutes filières sur des thématiques comme la participation citoyenne et la politique de la ville. Enfin, nous intervenons également auprès du Département Carrières Sociales de l'IUT Belfort/Montbéliard en particulier pour les étudiants de l'option « métiers de la ville » qui se destinent à des professions dans le champ du développement social territorial. En complément et pour tous les publics (acteurs professionnels, élus, associations ...) nous co-organisons le cycle « Rencontres du social » avec l'IUT et Trajectoire Formation depuis de nombreuses années avec comme thème central pour 2019-2020, celui de la jeunesse et du numérique (voir p.26).

Des approches appliquées

Nos interventions sont le plus souvent construites en référence aux connaissances des territoires, des publics et des situations. Cette approche combinée à quelques rapports théoriques et factuels (politiques publiques à l'œuvre), permettent de montrer l'intérêt du partenariat, de l'approche en système d'acteurs (approche intégrée) tout en s'appuyant sur des exemples concrets et actuels.

Les thématiques émergentes

Les questions relatives au lien à construire entre les quartiers politique de la ville et les préoccupations environnementales sont de plus en plus prégnantes. Nous avons souhaité, aux côtés des structures dont les compétences en la matière sont plus conséquentes que les nôtres (plus centrées sur les modes d'agir), avancer en partenariat avec les acteurs de l'Éducation à l'environnement et au Développement Durable. Ainsi, suite aux rencontres de Quetigny (21) de décembre 2018 à l'initiative de la DREAL, nous avons participé à celle organisée à Vandoncourt (25) en 2019 afin d'apporter nos savoirs et savoir-faire en particulier dans le domaine de l'implication citoyenne. Autre temps fort, celui organisé par la région Bourgogne Franche-Comté le 10 octobre 2019 à Joigny (voir p.14).

Centre de ressources politique de la ville et Agence d'urbanisme

En 2019, nous avons conforté les temps d'échanges de pratiques, avec l'Agence d'Urbanisme du Pays de Montbéliard (ADU). Nos missions sont spécifiques, mais pour autant se retrouvent sur la fonction ressources proposée aux territoires et leurs acteurs. Pour 2020 nous avancerons ensemble notamment dans le cadre de l'accompagnement à l'évaluation de la Cité éducative.

Information-communication

Le volet information-communication est l'une des trois missions socles des centres de ressources que nous déclinons à deux niveaux :

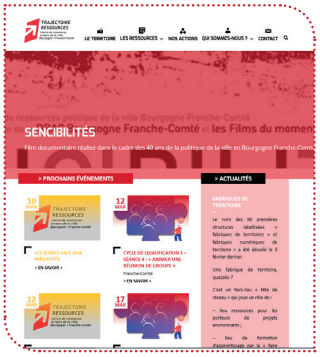
- Communiquer sur notre activité avec la réalisation de divers supports à la fois numérique et papier, l'édition de la newsletter, l'alimentation de notre site Internet et certaines thématiques (ex : site Internet bfc laïcité) ;
- Capitaliser et diffuser dans l'objectif de produire de la connaissance suite à l'échange, l'expérience, etc.

Deux grands chantiers en 2019

En 2019, quelques changements ont été réalisés sur les outils numériques :

- **Un site plus intuitif**

Mis en ligne en septembre 2019, le nouveau Internet de la structure est plus fluide et donne une lecture plus facile à l'utilisateur. En effet, l'ancien site était devenu obsolète et ressemblait davantage à une grande bibliothèque désordonnée. L'utilisateur pouvait vite se perdre et ne trouvait pas facilement les informations dont il avait besoin.
Désormais, le site offre plusieurs entrées : le territoire, les actions, les ressources et les rendez-vous. Nous mettons en avant nos champs d'actions, les ressources qui y sont produites.
L'internaute peut ainsi comprendre notre activité, découvrir nos publications et noter les rendez-vous importants à venir.



- **Une newsletter modernisée**

Dans le même temps que le site Internet, la newsletter s'est refaite une beauté ! Une ligne éditoriale a été définie regroupant les informations sous différentes catégories, cinq au total :

- Nos rendez-vous : rencontres dont nous sommes à l'initiative ou partenaire ;
- Zoom : focus sur des initiatives d'ici et là-bas ;
- Chez nos voisins : ce qu'il passe dans d'autres territoires ;
- Agenda : les dates à retenir et les moments à ne pas louper ;
- Actus nationales : l'actualité au niveau national.

23 newsletters en 2019

- **Des publications**

- Enquête régionale conseils citoyens ;
- La pratique sportive à l'épreuve de la laïcité.

Le scoop-it national

Le Scoop-it national est un panorama de presse qui donne une visibilité sur l'actualité de la politique de la ville. Il est conjointement alimenté par les 19 centres de ressources politique de la ville. Chacun réalise une veille active de manière tournante.
http://www.scoop-it/topic/actu-politiquedelville

Les centres de ressources Politique de la ville, implantés dans 20 régions (dont 4 en outremer), certains depuis vingt ans, exercent auprès des acteurs des secteurs prioritaires de la politique de la ville (cohésion sociale, développement économique et rénovation urbaine) une mission de qualification et d'animation de la réflexion collective avec le soutien de toutes les institutions concernées, en particulier État et collectivités territoriales. Forts de leur expérience, ils ont acquis une véritable légitimité.

- Lieux de rencontres interacteurs (institutionnels et leurs partenaires)
- Espaces d'information, de réflexion, de débats et de production de connaissance
- Outil de qualification des acteurs et d'animation de réseaux
- Structures de capitalisation et de diffusion de ressources
- Accompagnateurs, réalisateurs d'études et d'expérimentations (facultatif)

FAVORISER LES APPROCHES INTER-ACTEURS

La transformation des politiques publiques et des organisations induites par la politique de la ville, mais plus encore les transformations institutionnelles et politiques de la décision publique en France, nécessitent d'organiser et de garantir une permanence de lieux de débats et de qualification. Ces espaces de travail entre les sphères politique, technique et citoyenne, préservant une dimension interministérielle et interpartenariale, sont d'autant plus nécessaires que les questions qui occupent les territoires et les populations en difficulté sont particulièrement complexes, imposant à la fois une prise de recul, la construction de sens et une capacité d'adaptation opérationnelle aux réalités des territoires. Elles reposent également sur une nécessaire confrontation des pratiques, des expériences pour permettre de dépasser certaines représentations qui sont peu propices à une action efficace.
Les lieux d'échange, de débat public et de qualification répondent donc à la fois à l'exigence du sens de l'action publique et à la question de la posture ou du positionnement des différents professionnels et élus qui mettent en œuvre les politiques publiques.

UN RÉSEAU NATIONAL

Constitués en réseau national avec le Comissariat général à l'égalité des territoires (CGET) qui occupe une place particulière dans l'animation du réseau en facilitant notamment l'accès aux informations nationales, les centres de ressources sont en capacité de mutualiser des outils, d'identifier des complémentarités et de dégager des analyses communes et des propositions à partir de leur connaissance des réalités de terrain. Dans le contexte des nouvelles étapes de décentralisation, où l'évolution du rôle de l'État et la fragmentation des responsabilités obligent à repenser l'organisation et la diffusion des ressources à l'échelle nationale, le réseau des centres de ressources de la politique de la ville peut constituer un point d'appui stratégique pour alimenter le lien entre national et local et contribuer à la constitution des réseaux d'échanges européens.

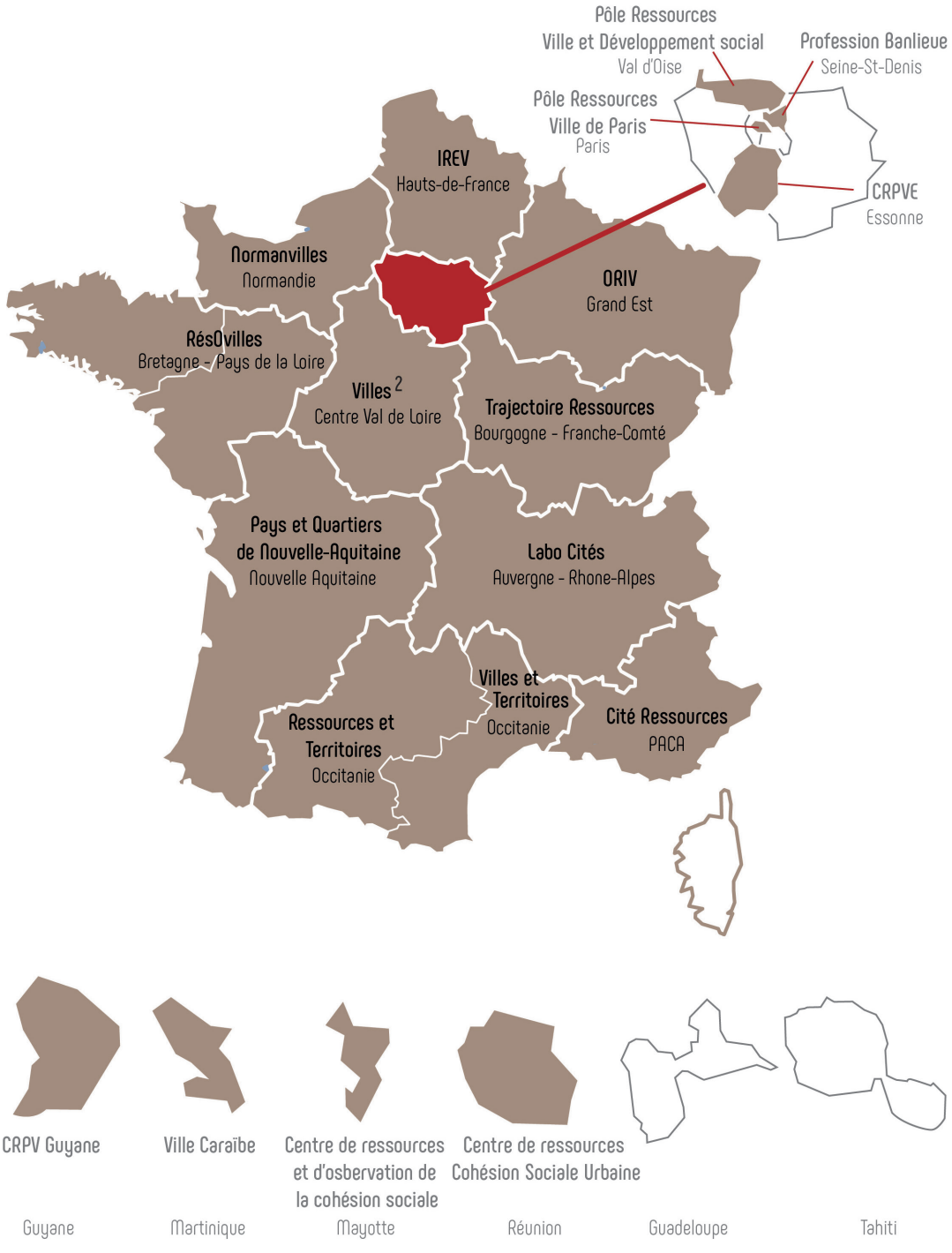
Il peut aussi faire remonter aux niveaux décisionnels, en particulier au niveau national, les questions auxquelles sont confrontés les acteurs locaux et les territoires, aider à la mise en oeuvre des politiques nationales et à leur adaptation aux contextes locaux, et enfin accompagner les expérimentations dans un objectif de diffusion et de généralisation.

Une association de directeurs, Question de Ville, a été constituée en 2008 et participe aux débats nationaux sur la politique de la ville.

Pour mieux connaître les centres de ressources :

www.réseau-crpv.fr

Réseau national des centres de ressources politique de la ville



TRAJECTOIRE RESSOURCES
centre de ressources acteurs de la ville Bourgogne - Franche-Comté

Maison des Métiers de la Ville
acteurs - ressources - territoires

13 avenue Léon Blum
25200 Montbéliard
03 81 96 74 75
contact@ressources-ville.org
www.ressources-ville.org

Maison Régionale de l'innovation - Bureau 123
Novaréa 64 A rue Sully
CS 77124
21071 Dijon Cedex

RNCRPV Réseau National des Centres de Ressources Politique de la Ville

Préfet de la Région Bourgogne-Franche-Comté
Agence Nationale de la Cohésion des Territoires
DRDJSCS Direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale
Ministère Culture
Pays de Montbéliard Agglomération
Région Bourgogne Franche Comté
Banque des Territoires

Conception : Trajectoire Ressources - Impression : Est Imprim